

COMMISSIONS RÉUNIES DE  
L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES  
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION  
PUBLIQUE ET DE LA SANTÉ  
PUBLIQUE, DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DU  
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

VERENIGDE COMMISSIES VOOR  
DE BINNENLANDSE ZAKEN, DE  
ALGEMENE ZAKEN EN HET  
OPENBAAR AMBT EN VOOR DE  
VOLKSGEZONDHEID, HET  
LEEFMILIEU EN DE  
MAATSCHAPPELIJKE  
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 06 OCTOBRE 2010

WOENSDAG 06 OKTOBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 22 sous la présidence de MM. Hans Bonte et Ben Weyts.

**01 Échange de vues sur la politique d'asile et questions jointes de**

- M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'assouplissement des conditions en matière de logement dans le cas d'un regroupement familial" (n° 60)
- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'achat de modules de logement" (n° 72)
- Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'ordre de quitter le territoire" (n° 73)
- Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accompagnement médical des demandeurs d'asile atteints d'une maladie contagieuse" (n° 75)
- Mme Sonja Becq au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accompagnement médical des demandeurs d'asile atteints d'une maladie contagieuse" (n° 76)
- Mme Jacqueline Galant au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la crise de l'asile et de l'accueil" (n° 108)

Le **président**: À propos de la politique de migration et d'asile, des questions ont été posées tant aux secrétaires d'État, MM. Courard et Wathelet, qu'au premier ministre. Celui-ci ne peut pas être présent mais les auteurs des questions sont d'accord de procéder à l'échange de vues d'aujourd'hui en présence des secrétaires d'État seulement.

Le gouvernement exposera d'abord la politique qu'il a menée ces derniers mois; ensuite, les membres pourront demander la parole. La priorité sera accordée aux membres qui ont déposé une question.

**01.01 Yvan Mayeur (PS)**: Tous les groupes pourront-ils intervenir?

Le **président** : Oui.

**01.02 Philippe Courard**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Durant cet exposé, je traiterai des problèmes du

réseau d'accueil et des mesures qui ont été approuvées par le cabinet restreint afin de faire face à la crise de l'accueil et de l'asile.

Les instances compétentes en matière d'asile parlent d'une hausse de 45 % du nombre de demandes d'asile entre 2008 et 2009, et même de 55 % entre 2007 et 2009. Cette hausse a des effets directs sur l'accueil, étant donné que chaque demandeur d'asile a droit à l'accueil durant la période de la procédure d'asile.

Si le nombre de demandes a diminué entre janvier 2010 et mai 2010, on observe une nouvelle hausse depuis juillet. Il y a eu en effet 1 802 demandes en juillet, 2 287 en août et 2 490 en septembre, soit une hausse de pas moins de 62 % par rapport au mois de mai. En outre, en raison de l'augmentation du nombre de dossiers et de la durée de traitement, les personnes concernées restent plus longtemps dans le réseau d'accueil.

*(En français)* Deuxièmement, quant aux évolutions en termes d'accueil, il faut poursuivre les efforts d'ouverture de places supplémentaires et d'augmentation des capacités des instances d'asile pour renverser la tendance à la hausse.

La capacité structurelle du réseau d'accueil (avant les ouvertures de nouvelles places) était de 16 000 places. Nous l'avons augmentée grâce à des sites supplémentaires et des places d'urgence. Elle est désormais de 19 500 places.

Toutefois, c'est encore insuffisant, et Fedasil doit encore accueillir en urgence les personnes dans des endroits inadéquats. Le nombre de demandes d'asile a augmenté. Une cellule spéciale a été créée pour gérer l'accueil temporaire. Un accompagnement psycho-médico-social est aussi organisé par la Croix-Rouge.

Lorsqu'un accueil adéquat ne peut être proposé à un demandeur d'asile qui a reçu son annexe 26 de l'Office des Étrangers, le risque d'astreinte à payer par l'État belge est réel, ce qui doit nous convaincre de multiplier les efforts afin d'assurer un traitement rapide et efficace des dossiers et de poursuivre la politique d'augmentation des places d'accueil.

En effet, certaines personnes ne reçoivent pas de réponse adéquate. D'octobre 2009 à octobre 2010, 5 000 demandeurs d'asile n'ont pas obtenu de désignation. Depuis janvier 2010, le nombre mensuel de non-désignations a varié, pour arriver à 40 % en août. Quelque 1 080 personnes n'ont toujours pas de places d'accueil.

Si la tendance à la hausse se poursuit, sans mesure d'accélération des dossiers, les projections estiment qu'il y aura entre 22 et 25 000 personnes à accueillir pour la fin 2010.

*(En néerlandais)* Au cours des derniers mois, le gouvernement a pris plusieurs mesures visant à résoudre la crise en matière d'accueil des demandeurs d'asile. L'extension du réseau d'accueil et la création de places d'accueil, une politique amorcée en 2009, s'est intensifiée. Le nombre de places d'accueil a été porté de 16 009 à 19 561. Avec la collaboration des CPAS, plus de 1 300 initiatives locales d'accueil (ILA) ont été créées depuis le mois de mars 2009. Sur ma proposition, le Conseil des ministres a installé un délégué aux places d'accueil chargé de faciliter l'ouverture de nouvelles places par la concertation et la mise en œuvre de mesures organisationnelles.

*(En français)* En modifiant la loi via les dispositions diverses de décembre 2009, nous avons clarifié les situations dans lesquelles une prolongation de l'accueil peut être demandée. Nous avons aussi interrompu la systématique du droit à l'accueil pour ceux qui introduisaient des demandes d'asile multiples.

À la troisième demande, les personnes n'accèdent au réseau que lorsque leur demande est porteuse de

nouveaux éléments, attestés par l'Office des Étrangers et transmis au CGRA. Depuis janvier 2010, 892 personnes ont été refusées sur cette base. À la suite de nouveaux éléments, certaines d'entre elles ont été réintégrées.

Par une meilleure articulation entre les instances d'asile et le réseau d'accueil, nous avons accéléré des dossiers des résidents ayant introduit une demande de régularisation et 1 010 personnes sont déjà sorties après avoir reçu une décision de l'Office des Étrangers.

Un protocole a aussi été signé entre l'Office et Fedasil, pour un trajet d'accompagnement destiné aux familles avec enfants en séjour irrégulier accueillies sur la base de la loi d'accueil et de l'arrêté royal du 24 juin 2004. Les possibilités de régularisation des familles sont explorées avec les instances de séjour. En cas d'échec, un transfert vers des maisons de retour gérées par l'Office est prévu.

*(En néerlandais)* Nonobstant les mesures structurelles, la situation demeure délicate parce que les demandes d'asile continuent à augmenter fortement. À l'occasion du Conseil des ministres du mois de septembre, j'ai insisté sur la nécessité de renforcer les instances d'asile. Le secrétaire d'État à la Politique de Migration et d'Asile a été chargé de l'habillage détaillé des mesures. Elles portent principalement sur l'efficacité des procédures et leur incidence sur la durée de séjour dans les centres d'accueil. En matière d'accueil, le gouvernement tient à préserver l'esprit de la loi du 12 janvier 2007 et à maintenir l'aide matérielle accordée aux demandeurs d'asile tout au long de la procédure.

De manière à ne pas réduire les capacités d'accueil récemment créées, la prorogation jusqu'en 2001 des mesures d'accueil provisoire mises en place en 2009-2010 a également été décidée. Des sites de la Défense accueilleront par ailleurs des pavillons d'urgence. Pour l'encadrement, une convention sera signée avec la Croix-Rouge. Le ministre de la Défense examinera la possibilité de créer une capacité d'accueil temporaire de 5 000 personnes. Éviter une catastrophe humanitaire l'hiver prochain est mon objectif prioritaire. L'accueil dans un premier temps de 2 000 personnes est actuellement à l'étude avec la Croix-Rouge.

Le gouvernement veut également encourager la création de nouvelles places d'accueil dans les ILA et dans cette perspective, les conditions et garanties accordées aux CPAS seront améliorées. Il s'agit d'une convention de deux ans assortie d'un préavis de trois mois conclue avec les fédérations des CPAS et les associations des villes et communes.

*(En français)* J'ai donc fait le tour des éléments relatifs à l'accueil des demandeurs d'asile dans notre pays: un rappel historique, un état de la situation et une explication des nouvelles dispositions approuvées par le cabinet restreint, dans un souci de collaboration entre les instances compétentes.

**01.03 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État *(en néerlandais)*: Je vais me livrer à une analyse de la situation et passer en revue les solutions envisageables. De plus, je communiquerai les décisions qui ont déjà été prises pour surmonter cette crise dans le domaine de l'accueil. Il va sans dire qu'il faudra beaucoup d'autres mesures et initiatives.

*(En français)* Merci aux deux commissions d'avoir organisé ce débat, qui concerne un problème complexe et des situations de détresse pour certaines familles.

Le nombre de demandeurs d'asile augmente significativement en Europe. Demain, j'assisterai à un conseil JAI qui va aborder la question de l'asile et de l'immigration. La Belgique connaît une demande d'asile qui croît davantage que dans les autres pays.

Les explications sont multiples. Les nationalités qui se tournaient déjà vers la Belgique voient leur nombre de demandeurs d'asile augmenter encore.

Dans le cadre des différentes filières, la crise de l'accueil a alimenté une désinformation quant aux conditions offertes en Belgique; ce fut le cas en Macédoine et en Serbie, par exemple.

*(En néerlandais)* Le nœud du problème, ce sont les informations erronées que plusieurs réseaux ont fournies à la population concernée pour l'inciter à venir en Belgique.

*(En français)* Il nous faut maintenant répondre à la situation actuelle. Même si les chiffres de retour ont augmenté et si nous sommes plus efficaces, les demandes d'asile sont en augmentation.

Nous avons pris des dispositions au sujet des flux d'entrées, du traitement des dossiers et des retours.

La première mesure, efficace mais à renforcer, est l'organisation de campagnes de prévention pour contrer la désinformation.

Vient ensuite le traitement des dossiers. L'augmentation de leur nombre amène l'augmentation de l'arriéré, du délai de traitement et du temps d'occupation des structures d'accueil.

*(En néerlandais)* Il est évident qu'il fallait du personnel supplémentaire mais les trois organismes concernés doivent aussi accroître leur productivité. Certes, la productivité du CGRA a augmenté ces dernières années puisqu'il traite aujourd'hui 876 dossiers par mois alors qu'il en traitait 700 auparavant. Toutefois, cette augmentation n'est pas encore suffisante. En outre, la durée de la procédure doit être réduite.

*(En français)* Dans toute la filière de l'asile, l'efficacité a été augmentée: engagement de personnel, priorités réaffirmées, échanges entre Fedasil et l'Office des Étrangers, adaptation du traitement prioritaire en fonction du flux des personnes, augmentation des places pour les familles avec présence de coach.

De nouvelles mesures d'éloignement sont également prises.

*(En néerlandais)* Les ordres devront être donnés directement par l'Office des Étrangers et ne devront plus l'être par l'intermédiaire des communes.

*(En français)* Il faut aussi que les éloignements soient exécutés. Pour ce faire, les contacts avec les pays d'origine sont fondamentaux. Nous avons pris un ensemble de dispositions pour apporter la réponse la plus humaine possible à la crise de l'accueil.

Le **président**: Cet échange de vues étant organisé à l'initiative de deux membres, il me paraît logique qu'ils prennent la parole en premier lieu.

**01.04 Rachid Madrane (PS)**: Pourquoi les questions sont-elles prioritaires alors qu'un débat avec les secrétaires d'État était prévu?

**01.05 Filip De Man (VB)**: En principe, l'ordre de succession suit l'ordre de dépôt des questions, mais apparemment, cela gêne le président que la N-VA n'ait pas été la première et il voudrait à présent faire accroire que sa collègue Smeyers était l'une des initiatrices de ce débat. Or, en tant que président, il doit appliquer les règles de la même manière pour tous et respecter la chronologie.

Le **président**: Le groupe de M. De Man était représenté à la Conférence des présidents lorsque le courrier dans lequel Mme Smeyers et M. Francken demandaient la convocation de cette réunion a été évoqué. L'ordre chronologique a dès lors été respecté.

**01.06 Filip De Man (VB)**: Et si j'envoie la semaine prochaine un courrier au président, il organisera à nouveau un débat? C'est fantastique.

Le **président**: M. De Man n'est certainement pas sans savoir que ce courrier constituait la seule possibilité pour des membres de demander un débat.

**01.07 Sarah Smeyers (N-VA)**: M. Schoofs a appliqué la même méthode en commission de la Justice.

Le cabinet restreint a décidé d'ouvrir des places supplémentaires dans les centres d'accueil et d'encourager les communes à libérer des places par le biais des ILA des CPAS. Si je me félicite tout particulièrement des mesures prises pour affecter du personnel supplémentaire au sein de services tels que Fedasil en vue d'accélérer le traitement des dossiers, je pense toutefois qu'il manquera encore des places. À propos des 1.000 places d'accueil supplémentaires qu'entend créer le secrétaire d'État, je voudrais préciser que, d'après les chiffres dont je dispose, la Belgique attire un nombre proportionnellement plus élevé de demandeurs d'asile que ses voisins.

Cette solution offrira peut-être un mieux à court terme mais il faut aussi de véritables mesures structurelles, comme une limitation de l'afflux. Il est absolument inefficace de se contenter de simples campagnes de prévention.

Que pense le secrétaire d'État de l'idée, à laquelle la N-VA souscrit aussi, d'utiliser une liste de pays sûrs comme en France? Ce procédé éviterait de devoir agir préventivement et d'assister à des pics soudains en provenance des pays concernés.

La limitation du droit à l'accueil jusqu'à la deuxième demande incluse est un point positif, mais il serait prudent de le restreindre à la première demande et à la première instance.

Combien de personnes supplémentaires seront engagées et quelles sommes seront investies? Il paraît, en effet, que chaque euro qui n'est pas consacré à du personnel supplémentaire pour traiter les dossiers plus vite s'accompagnerait de 28 euros en frais d'accueil.

**01.08 Theo Francken** (N-VA): Le secrétaire d'État déclare qu'il faut veiller à renforcer l'offre d'initiatives d'accueil locales en incitant les communes qui n'en disposent pas aujourd'hui à en créer. Ainsi, la commune de Lubbeek, la neuvième plus riche commune de Flandre, vient de décider la semaine dernière de mettre sur pied une initiative d'accueil locale. Deux familles seront placées. Ce n'est pas grand-chose mais c'est mieux que rien. Les autorités ne disposent d'aucun moyen de pression pour contraindre les petites communes à se montrer solidaires des grandes villes.

Des fonds sont-ils disponibles pour la création d'initiatives d'accueil locales en 2010? Selon une source localisée chez Fedasil, le budget pose problème. Combien de communes belges ne disposent d'aucune initiative d'accueil locale à ce jour? Quel moyen de pression le secrétaire d'État trouvera-t-il? Chaque commune doit prendre ses responsabilités car les problèmes s'accumulent dans les grandes villes.

La principale critique des administrations communales est que les initiatives d'accueil locales ne bénéficient de contrats que pour un an. Est-il exact que ces derniers seront à présent prolongés et que les contrats de longue durée deviennent possibles? (*Assentiment du secrétaire d'État M. Courard*)

En tant qu'ancien chef de cabinet adjoint du ministre flamand M. Bourgeois, je sais que la collaboration du ministère flamand de l'Intégration avec le ministère de la Défense a été très positive. La question de savoir pourquoi la Défense accueille si peu de personnes est toutefois restée sans réponse. Je suis dès lors sceptique lorsque le secrétaire d'État déclare que la Défense accueillera 2 000 demandeurs d'asile supplémentaires. Dans quelle mesure s'agit-il de projets concrets?

Selon une récente radioscopie financière de la politique du secrétaire d'État, une place d'accueil ordinaire coûte 24,82 euros en France, où l'on travaille sur la base d'adjudications publiques. La Belgique ne procède pas ainsi. Dès lors, une place d'accueil occupée coûte chez nous 40 euros par jour. Ce coût ne peut-il pas être réduit? Fedasil dispose actuellement d'un budget de 340 millions d'euros, soit une augmentation de 60 % en deux ans.

**01.09 Karin Temmerman** (sp.a): Je regrette que le premier ministre ne soit pas présent.

Tout le monde s'accorde pour dire qu'il y a un manque important de capacité d'accueil et que nous allons au devant d'une crise grave. Les solutions proposées ne suffiront sans doute pas.

De quelles garanties financières les CPAS disposeront-ils pour créer des ILA? Un budget a-t-il été prévu à cet effet? Je trouve que les CPAS actuellement en défaut devraient être non seulement encouragés, mais

contraints à remplir leurs obligations en la matière. Si la VVSG continue de dire aux CPAS qu'aucun moyen financier supplémentaire ne sera libéré, il sera difficile de les convaincre de créer des ILA.

Quand les nouvelles règles seront-elles d'application? Quand le personnel supplémentaire promis sera-t-il disponible? De combien de personnes s'agit-il précisément, et combien d'entre elles seront-elles affectées respectivement à l'OE, au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et au Conseil du contentieux des étrangers?

La Régie des Bâtiments devait créer cette année 774 nouvelles places par le biais de nouveaux modules de logement et d'une utilisation plus rationnelle des espaces. Combien de ces places ont effectivement été créées?

Aux termes de l'accord du cabinet restreint, la délivrance d'un mandat d'expulsion allait être simplifiée. Le secrétaire pourrait-il commenter cette mesure? Souhaite-t-on réintroduire les rapatriements forcés ou également créer des stimulants supplémentaires pour les retours volontaires?

Les demandeurs d'asile seront-ils effectivement préparés à une décision négative ou une éventuelle expulsion, forcée ou non?

**01.10 Sonja Becq (CD&V):** Je voudrais interroger le ministre au sujet d'un demandeur d'asile débouté qui était atteint de tuberculose. Fedasil a fait savoir que l'intéressé bénéficiait bien d'un suivi médical.

Les CPAS et leurs travailleurs sociaux se sont demandé de quel accompagnement bénéficie le demandeur d'asile concerné. Ils veulent en outre savoir comment les personnes chargées de l'aider par la suite seront informées.

Les communes, les structures d'accueil et les CPAS sont-ils avertis lorsqu'un demandeur d'asile est atteint d'une maladie contagieuse? Quelles précautions sont prises? Les demandeurs d'asile déboutés qui sont atteints d'une maladie contagieuse bénéficient-ils bien d'un suivi? Dans l'affirmative, de quel suivi? Dans le cas contraire, une initiative législative est-elle requise?

**01.11 Jacqueline Galant (MR):** Le budget de Fedasil est passé de 242 millions d'euros en 2008 à 327 millions en 2009. Lors du dernier contrôle budgétaire, vingt millions d'euros supplémentaires ont été alloués à la création de nouvelles structures d'accueil. Or, il reste mille personnes logées à l'hôtel et les demandes d'asile ne cessent d'augmenter chez nous, contrairement à la majorité des États de l'Union européenne.

Vous vous efforcez de multiplier les places d'accueil, mais qu'envisagez-vous pour accélérer le départ des centres des personnes qui ont vu leur demande refusée ou de celles munies d'un titre de séjour? Combien sont-elles? Combien de personnes sortent en moyenne par mois du réseau d'accueil?

Les secrétaires d'État pourraient-ils nous expliquer clairement la réglementation applicable à l'aide sociale accordée aux ressortissants européens et nous préciser la responsabilité de chacun d'eux? Combien de ressortissants européens bénéficient-ils de l'allocation payée par les CPAS? Combien de ressortissants européens représentent-ils une charge déraisonnable pour les autorités publiques?

M. Courard pourrait-il nous donner l'affectation des vingt millions d'euros alloués lors du dernier contrôle budgétaire?

Vous encouragez les communes à ouvrir des places d'accueils. Combien de places ont-elles été ainsi créées, sachant que c'est le fédéral qui finance entièrement ces initiatives? Quelles ont été les premières réactions des villes et communes? Accueillir six mille personnes via les initiatives locales d'accueil représenterait une dépense de 52 millions d'euros.

La loi d'accueil a été modifiée en 2009 afin de clarifier le délai de sortie des demandeurs ayant reçu une décision définitive. Comment cette disposition est-elle appliquée dans les initiatives locales d'accueil? En d'autres termes, comment sont organisées les sorties du réseau depuis ces logements individuels? Combien de personnes sont-elles concernées?

Si ces personnes y restent malgré tout, Fedasil rembourse-t-il les CPAS?

Les pavillons temporaires sur les sites de la Défense accueilleront-ils les personnes actuellement logées dans des hôtels? Quel est le coût de ces hôtels?

Le rapport 2009 de Fedasil indique que plus de 2 700 personnes ont été renvoyées vers un CPAS, bien qu'elles aient, en principe, droit à l'accueil. Ces personnes reçoivent-elles une aide financière des CPAS?

Cela fait plus d'un an que l'opération de régularisation a commencé. Combien de demandes de régularisation ont-elles été introduites et combien de régularisations ont-elles été octroyées à ce jour?

Selon *De Standaard* et *Het Nieuwsblad*, durant le mois de septembre, on a enregistré une augmentation inédite des demandes introduites par des Roms du Kosovo. Un cinquième des demandeurs d'asile arrivés en septembre en proviennent. D'ailleurs, le Premier ministre s'est rendu sur place avec vous, Monsieur Wathelet, pour attaquer le problème à la source. Ces informations sont-elles correctes? Comment gérer ce problème?

Enfin, il faut être plus strict en matière de prévention et de maîtrise des flux d'entrée. En effet, en augmentant le nombre de places d'accueil, nous donnons un mauvais signal et nous serons bientôt face à une chaîne sans fin. Nous vivons une crise générale de l'accueil en Belgique. Il faut donc réagir et accélérer le traitement des dossiers.

**01.12 Yvan Mayeur (PS):** Nos services sociaux, sanitaires ou hospitaliers sont confrontés à une demande importante de ressortissants de l'Union européenne. Ces demandes ne peuvent être intégrées au problème de la politique d'asile mais ces personnes sont néanmoins présentes, souvent sans ressources, ce qui alourdit encore le problème.

La situation est très dégradée, mais il importe d'agir. Je salue les initiatives prises pour créer des places supplémentaires. Mais je m'interroge quant aux réalisations concrètes. On parle depuis longtemps de l'ouverture de casernes ou d'autres bâtiments disponibles. Des mesures concrètes doivent être prises, en collaboration avec le Ministre de la Défense mais aussi avec la Régie des Bâtiments. À l'approche de l'hiver, j'appelle les collègues à interpeller le ministre en charge de cette matière afin de voir de quelle façon il pourrait aider à résoudre un certain nombre de problèmes.

5 200 personnes sont actuellement en situation de non-désignation pour l'accueil. La majorité d'entre elles est inscrite sur le registre d'attente à l'Office des Étrangers et ouvre un droit à l'intervention du CPAS de la Ville de Bruxelles. De toute la Belgique, on renvoie des gens vers le CPAS de Bruxelles.

L'adresse de référence, qui ouvre un droit, est celle de l'Office des Étrangers. C'est une anomalie inadmissible dans la loi, qu'il faut modifier. J'ai déposé une proposition de loi qui, je l'espère, sera prise en considération jeudi prochain, en raison de l'urgence.

Je dois pratiquement doubler le service du personnel pour répondre à ces demandes et permettre au personnel du CPAS de Bruxelles de remplir sa mission. Jusqu'à présent, nous étions condamnés par les tribunaux, mais j'ai appelé l'État à la cause, six ministres ont été cités, et le contentieux avec Fedasil se modifie. La jurisprudence est devenue majoritairement favorable au CPAS de Bruxelles.

Tout le monde devrait trouver inacceptable qu'un seul CPAS, fût-il celui de Bruxelles, soit contraint à résoudre ce problème pour l'ensemble du pays. Les hôpitaux publics subissent également le problème (des

personnes sont renvoyées par Fedasil vers l'hôpital Saint-Pierre, des personnes finissent par vivre à l'hôpital pour des raisons sociales et nous ne pouvons pas les jeter à la rue).

C'est à l'État fédéral qu'il revient de gérer l'asile et l'accueil. Cela n'a rien à voir avec la politique des CPAS!

L'intégration sociale, une fois les personnes admises sur le territoire, relève, elle, des CPAS.

Les initiatives d'accueil sont une bonne chose, mais elle n'évitera pas que des gens vivent sous tente. Il faut une solution rapide à ces conditions d'accueil indignes.

Il faut mettre en œuvre le plan de répartition qui peut être appliqué depuis janvier, mais envers lequel on sent bien la réticence de certaines familles politiques.

Ce sont tous les CPAS du pays qui doivent faire un effort. Il faut une solidarité entre communes. Certaines communes disposent de moyens financiers importants. Celles-ci doivent être les premières à faire un geste.

N'en faites pas un problème entre Flamands et francophones, vous vous tromperiez! En réalité, c'est un problème lié aux grandes métropoles.

Il ne s'agit pas de maintenir les gens dans l'assistance, mais de leur permettre de s'intégrer pour qu'ils puissent contribuer à produire la richesse nationale.

Le gouvernement est en bonne voie, mais il faut veiller à la qualité de l'accueil et au nombre de places à créer, ce qui exige que l'on dégage des moyens.

Une action est indispensable pour mieux contrôler les flux. Soit on accueille les gens, soit on ne les accueille pas et on les éloigne. Mais alors, il faut mener cette politique jusqu'au bout et assumer ses responsabilités.

Votre escapade en Serbie a peut-être limité temporairement l'arrivée de ressortissants de ce pays, mais entre août et septembre, l'arrivée de personnes originaires de ce pays a doublé. Il faut des mesures plus structurelles.

**01.13 Bart Somers** (Open Vld): Le vaste déséquilibre entre les arrivées et les départs constitue le nœud de la crise que nous vivons en matière d'asile. Pas moins de 26 000 places d'accueil sont actuellement nécessaires. Nous devons bien entendu veiller à prévenir toute catastrophe humanitaire. Sur le terrain, une catastrophe sociale est toutefois en train de se jouer. Il faut éviter de prendre des mesures inacceptables, comme l'hébergement de demandeurs d'asile dans un hôtel dans un pays où le revenu d'intégration n'est que de 740 euros. De telles mesures sapent en effet les fondements d'une politique d'asile humaine.

Le débat sur la politique de répartition et sur la demande justifiée adressée aux CPAS de partager les charges de la politique d'accueil est en réalité pervers. La responsabilité relève en premier lieu des secrétariats d'État et des autorités fédérales. Plus de cent CPAS envoient également des demandeurs d'asile à Malines. Les intéressés sont hébergés dans des habitations de marchands de sommeil, sans aucun accompagnement ni contrôle social. Il s'agit d'une véritable catastrophe humanitaire, organisée par les CPAS qui ne veulent pas prendre leurs responsabilités. Je suis donc demandeur d'un véritable plan de répartition, dans le cadre duquel les CPAS seront confrontés à leur responsabilité.

Comment pourrions-nous rééquilibrer notre politique d'asile? La réponse est simple. Le nombre de demandeurs d'asile qui quittent les centres d'accueil a atteint un niveau beaucoup trop bas depuis trois ans. Au cours de la période 2000-2006, il avait été en moyenne de plus de 12 000 personnes. En 2008 et 2009, il est descendu à 8 000. S'il n'avait pas baissé à ce point, il ne serait pas nécessaire aujourd'hui d'ouvrir des casernes et de concevoir des incitants financiers à l'intention des CPAS, tout cela dans un climat de panique générale. Nous nous trouverions dans un contexte tout autre, plus humain et mieux accepté par l'opinion

publique.

Le problème, c'est que certains n'ont pas le courage politique de mettre concrètement en œuvre sur le terrain la politique d'expulsions. Car une telle mise en œuvre requiert des accords solides entre Fedasil et l'Office des Étrangers. En outre, nous adresserions un signal plus fort si nous disions que ceux qui demandent l'asile doivent y avoir droit mais ceux qui n'entrent pas en considération pour en bénéficier doivent être renvoyés réellement dans leur pays d'origine.

Il appartient en premier lieu au secrétaire d'État non seulement de déterminer s'il est nécessaire de créer des places d'accueil supplémentaires mais aussi et surtout d'empêcher qu'un déséquilibre se crée. Donc, il importe de procéder aux expulsions de façon plus cohérente et de dissuader plus vigoureusement les arrivées dans les centres d'accueil. Ce n'est pas en adressant, à partir de maintenant, les ordres de quitter le territoire par lettre recommandée que nous allons y arriver. Cette mesure n'est qu'une solution cosmétique.

Un mauvais signal consisterait en revanche à essayer de réhabiliter le concept de l'aide matérielle pour les personnes se trouvant dans une procédure d'asile car l'octroi de cette aide produit des effets pervers.

En ma qualité de bourgmestre, j'ai pris très au sérieux la campagne de régularisation parce que je suis convaincu que nombreux sont ceux qui ont droit à une régularisation. Personnellement, j'ai pu constater qu'un besoin réel existe à cet égard. Évidemment, une question demeure: comment procéder en pratique à cette régularisation?

L'absence totale de chiffres est préoccupante. J'aurais voulu savoir combien de dossiers de régularisation ont déjà été traités à l'heure où nous parlons, combien ont été approuvés, combien ont été refusés et sur la base de quelles catégories la décision de refus a été prise.

Dans ma ville, où quelque 365 dossiers ont été ouverts, j'ai chargé la police d'effectuer sérieusement et correctement les contrôles domiciliaires. Mon service de police s'est rendu à deux reprises au domicile de toutes les personnes concernées à un moment inattendu et il a été procédé en cas d'absence à une enquête de voisinage. J'ai toutefois appris avec consternation qu'il a été dit lors de la réunion de l'Office des Étrangers du 21 septembre dernier à Bruxelles qu'un avis positif doit en tout état de cause être rendu dans le cadre du contrôle domiciliaire pour les personnes dont la présence a été constatée à une adresse, même si tout indique qu'il ne s'agit nullement d'un domicile effectif. Cette déclaration porte atteinte aux efforts des pouvoirs locaux sérieux.

**01.14 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le contrôle domiciliaire est une tâche qui incombe aux communes et non à l'Office des Étrangers qui ne reçoit même pas le dossier en cas de contrôle domiciliaire négatif. Les litiges doivent être portés devant le Conseil du Contentieux des Étrangers.

**01.15 Bart Somers** (Open Vld): À Malines, 40 personnes ont interjeté appel auprès du Conseil du Contentieux des Étrangers. Le recours a été rejeté dans 15 dossiers, 9 dossiers restent pendants et le recours a été admis dans 16 dossiers. Les arguments avancés sont toujours les mêmes. Lorsque la police affirme qu'une personne déterminée n'habite pas à l'endroit où elle est censée habiter, l'enquête de police est systématiquement qualifiée d'insuffisante. Le 21 septembre 2010, notre commissaire a abordé la question auprès de l'Office des Étrangers qui a répliqué que la présence sur place d'une personne suffisait pour qu'un avis positif soit rendu.

**01.16 Melchior Wathelet**, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Conformément à la circulaire Dewael de 2007, l'Office des Étrangers n'est pas concerné par le contrôle domiciliaire.

**01.17 Bart Somers** (Open Vld): Je suis le premier à plaider en faveur d'un accueil humain et à demander aux CPAS de faire un effort dans ce sens, mais l'absence d'une véritable politique d'expulsion et de maîtrise du flux de demandeurs d'asile demeure néanmoins le nœud du problème.

**01.18 Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): La directive concernant les visites domiciliaires précise qu'il y en ait au minimum une le soir et une le week-end. Il serait intéressant d'avoir une plate-forme uniforme à ce sujet.

Concernant la politique migratoire, l'important devrait être de garantir un examen qualitatif des dossiers. Le nombre d'Afghans ou de Pakistanais refusés est inquiétant par rapport au fonctionnement du système actuel.

Un défi important étant de résorber l'arriéré, quel est le temps nécessaire à sa résorption et combien de personnes ont-elles été engagées pour ce faire?

Quelle est la politique particulière mise en place pour accueillir les minorités les plus discriminées, certaines situations européennes, celle des Roms par exemple, étant compliquées?

Les chiffres de M. Courard concernant les personnes non accueillies, 903 en août et 1 080 en septembre, sont intéressants mais rendent compte d'une situation inacceptable.

Où en est-on à Fedasil qui a connu une crise importante et des problèmes avec l'inspection des Finances?

Les ILA, Initiatives Locales d'Accueil, sont en augmentation mais quelles sont les garanties de leur bon fonctionnement?

Où en est la collaboration avec l'armée?

Où en est le projet de logement en conteneurs?

L'initiative d'enveloppes spécifiques pour les grandes villes sera-t-elle renouvelée?

La solution passe pour nous par un plan de répartition, conditionné par un accueil en deux phases; en centre ouvert puis dans les différentes communes. Il est possible de l'appliquer parce que le parlement a adopté l'article de loi qui met cet outil à sa disposition. Il suffit de prendre la décision. Des familles sont dans la rue, sans le moindre encadrement. Il est impossible de continuer de la sorte.

**01.19 Filip De Man (VB):** Comment se fait-il que j'aie seulement la parole maintenant, alors que je suis l'un des premiers à avoir posé une question à ce sujet?

Le **président:** Nous avons d'abord pris l'ordre de succession des auteurs des questions et avons ensuite procédé à une alternance linguistique. L'ordre de succession est également fonction de la taille des groupes.

**01.20 Filip De Man (VB):** C'est inepte.

En ce moment, environ 22 000 demandeurs d'asile séjournent dans des centres d'accueil, des hôtels ou dans la rue. Cette année, plus de 20 000 demandes d'asile seront introduites, ce qui correspondrait à quelque 27 000 demandeurs d'asile? Est-ce exact?

Dans le passé, M. Somers a déjà par deux fois approuvé une vague de régularisation massive, et aujourd'hui, il se plaint de l'ampleur de l'afflux de demandeurs d'asile. M. Mayeur se plaint quant à lui du fait que son CPAS, à Bruxelles, ne peut plus faire face à cet afflux. Se rendent-ils bien compte qu'ils sont dans le gouvernement actuel?

L'effet d'aspiration est une conséquence directe et prévisible de l'accord de gouvernement de mars 2008, adopté du côté flamand par le CD&V, l'Open Vld et la N-VA. La plus grande campagne de régularisation de notre histoire permettra probablement à 60 000 personnes en séjour illégal de se procurer des documents de séjour et de revendiquer un revenu d'intégration.

Cette situation explique en partie l'afflux massif de demandeurs. Une autre raison de cet afflux réside dans notre système d'asile, qui est un des plus avantageux d'Europe puisque les intéressés reçoivent de l'argent, séjournent dans des hôtels et se voient verser des astreintes.

La semaine passée, M. Leterme a voulu endiguer cet afflux en optimisant l'organisation des expulsions. Une volonté fort hypocrite lorsqu'on sait que l'année 2010 a été caractérisée par le total d'expulsions le plus faible de cette dernière décennie.

L'Open Vld regrette maintenant, par la voix de M. Somers, le déséquilibre entre arrivées et départs, alors même que ce parti, aux commandes depuis des années, a contribué à organiser cet afflux de demandeurs d'asile.

La N-VA ne pêche pas non plus par excès de cohérence. En effet, si Mme Smeyers plaide à présent pour la mise en œuvre d'un plan de répartition financé par le fédéral et non par les communes, elle a appuyé en 2008 sur le bouton vert lorsqu'il s'est agi d'adopter la deuxième régularisation "unique". Mme Smeyers n'est pourtant pas sans savoir que les caisses de l'État fédéral sont en grande partie alimentées par l'argent versé par les contribuables flamands.

Jusqu'à présent, l'Open Vld a toujours nié que les régularisations massives approuvées par MM. Duquesne et Verhofstadt ont créé un effet d'aspiration. Le nombre d'expulsions a fortement diminué mais ce n'est pas le plus grave. L'effet d'aspiration est dramatique et on aurait dû s'en rendre compte avant de procéder à une deuxième vague de régularisations. À l'époque, on n'a pas voulu nous écouter et à présent on appelle au secours pour éteindre l'incendie.

Un groupe d'un millier de personnes est hébergé à l'hôtel. Nos CPAS doivent verser une quantité énorme de revenus d'intégration et des astreintes de 500 euros par jour sont réglées. Quel est le montant total des astreintes versées à ce jour?

Le gouvernement veut lancer des campagnes dissuasives dans les pays d'origine. Selon un communiqué de presse, seulement deux personnes ont été recrutées pour s'occuper de ces campagnes. Cette information est-elle exacte?

**01.21 Catherine Fonck** (cdH): Ce débat est tout sauf simple. Croire en des solutions simplistes est un leurre. Je salue les diverses initiatives récentes prises dans le cadre d'une approche globale, d'un travail tant en amont et en aval. Il faut poursuivre et amplifier ces initiatives.

Quant à l'effectivité des places pour lesquelles des décisions avaient été prises en 2010, on a évoqué des places via la Défense et la Régie des Bâtiments. D'après mes chiffres, il s'agirait de 620 places-modules. À ma connaissance, seules 130 seraient effectives. Ces chiffres sont-ils corrects? Pourquoi n'a-t-on pu concrétiser ce qui avait été décidé en 2010? Comment ferez-vous dans ce gouvernement en affaires courantes pour régler ces problèmes?

Deuxièmement, les ordres de quitter le territoire ne transitent plus par les communes. Je comprends bien que l'objectif est d'y donner suite plus rapidement. Cette modification de procédure a-t-elle des conséquences sur l'effectivité des départs ou sur la manière de les organiser?

Par ailleurs, de nombreux CPAS sont aujourd'hui en difficulté suite, notamment, à toute une série de décisions.

Avez-vous pris des initiatives? Certaines décisions ont-elles pu être concrétisées, y compris via les entités fédérées? Avez-vous eu des contacts avec ces dernières?

En outre, concernant les MENA, différents accords ont été envisagés, notamment en collaboration avec les Communautés. Pourriez-vous nous donner des informations quant aux mesures qui ont pu être concrétisées ces derniers mois?

Enfin, la question de l'asile et de l'accueil touche une zone beaucoup plus vaste que notre pays. Dans le contexte de la présidence belge de l'Union européenne, quelles propositions avez-vous soumises à vos homologues en matière d'harmonisation des législations des États membres? Sans une meilleure coordination au niveau européen, je crains que la Belgique ne reste dans cette situation de crise et de saturation en matière d'accueil.

**01.22 Nahima Lanjri** (CD&V): Le gouvernement Leterme veut mener une politique globale de migration et d'asile, qui non seulement plaide pour la régularisation d'un certain nombre de catégories de personnes mais

prévoit également des mesures d'accompagnement pour éviter tout effet d'aspiration, comme une politique de retour pour les demandeurs d'asile déboutés et des mesures contre les abus en matière de regroupement familial.

En ce qui concerne la politique d'expulsion, il existait déjà un protocole entre Fedasil et l'Office des Étrangers mais à la suite de la chute du gouvernement en avril 2010, plusieurs mesures d'accompagnement qui était déjà finalisées et avaient fait l'objet d'un accord, n'ont plus pu être mises en œuvre. La crise actuelle de l'asile est liée à la politique des arrivées et des départs. L'accueil des demandeurs d'asile doit être humain mais les abus ne peuvent pas être tolérés. Nous insistons pour que les demandeurs d'asile déboutés quittent les structures d'accueil et pour que de nouvelles places soient ainsi libérées. Nous nous réjouissons qu'aucun nouveau soutien financier n'ait été octroyé car une telle décision aurait entraîné un effet d'aspiration inédit sur de nouveaux demandeurs d'asile.

Nous ne voulons pas contraindre les communes à accueillir certains contingents. L'accueil relève en effet de la responsabilité des autorités fédérales. Des solutions doivent être trouvées pour que tout le monde bénéficie d'un accueil et que personne ne se voit attribuer le code 207 dans les grandes villes. Les grandes villes se plaignent à juste titre de la situation. Les autorités fédérales restent responsables des personnes pour lesquelles la procédure n'est pas terminée. Lorsque les demandeurs ont été reconnus ou régularisés, les Communautés et les Régions sont compétentes pour l'intégration, l'accompagnement en matière d'emploi, etc.

Qu'en est-il à présent du protocole conclu entre l'Office des Étrangers et Fedasil pour accélérer le départ des demandeurs déboutés, ce qui permettrait de libérer des places? Quel pourcentage de personnes se trouvant aujourd'hui dans des structures d'accueil fédérales peuvent-elles accéder aux structures d'accueil locales?

La durée des procédures détermine en effet le nombre de places d'accueil. Dans la procédure d'asile, le délai qui s'écoule jusqu'à la décision du Conseil du contentieux des étrangers s'est malheureusement encore rallongé aujourd'hui. Quelle est la durée moyenne de la procédure? Quelle est l'importance de l'arriéré au sein des instances d'asile? Quelles mesures ont été prises pour traiter plus rapidement les demandes de régularisation médicale?

Dans quelles zones et à quels endroits créera-t-on 2 000 places supplémentaires et quand seront-elles effectivement disponibles? Pour quel site une décision a-t-elle déjà été prise? Pourquoi les 490 logements prévus pour juin 2010 ne sont-ils pas encore disponibles?

Je me félicite de ce que l'on ait opté pour une extension de la capacité des initiatives locales d'accueil mais je ne vois pas beaucoup de mesures d'encouragement à cet effet. C'est pourquoi je propose de récompenser davantage les CPAS. La VVSG est disposée à rembourser non seulement les frais de gîte et de couvert mais aussi de dégager des moyens supplémentaires pour l'accompagnement par les assistants sociaux. Le secrétaire d'État envisage-t-il d'élaborer des mesures en la matière?

Certains CPAS éprouvent également des difficultés à trouver des logements sur leur territoire mais sont toutefois disposés à mettre en place une ILA en collaboration avec d'autres CPAS. Comment le secrétaire d'État soutiendra-t-il une telle initiative? Un CPAS doit parfois attendre des mois avant d'obtenir l'agrément requis, alors qu'il a entre-temps déjà dû prendre des engagements. J'insiste dès lors pour que ce type de demande soit traité avec célérité.

Les conventions existantes avec par exemple *Vluchtelingenwerk Vlaanderen*, qui a déjà créé plus de 800 places, pourraient être étendues. Le financement de ces places d'accueil supplémentaires, actuellement nettement inférieur à celui des ILA, doit être abordé correctement. Une coopération avec les partenaires existants s'avérerait payante, mais je n'ai trouvé aucune référence aux conventions dans la décision gouvernementale.

Le regroupement familial est un élément crucial du problème et les critères actuels, et notamment ceux en matière de logement, ne peuvent dès lors être édulcorés. La question des mariages et des cohabitations de complaisance, qui avait déjà fait l'objet d'un accord au sein du gouvernement, doit être rapidement abordée et examinée dans un cadre international. Il existe en effet déjà une filière belge et la politique d'annonce de nos voisins va entraîner une augmentation des cas d'abus.

Si la libre circulation des travailleurs et des services est un droit, il convient de réprimer les abus. Je songe, entre autres, aux Espagnols qui viennent s'installer à Anvers et qui se présentent au CPAS sans avoir jamais travaillé. Ces abus sont rendus possibles par des trafiquants d'êtres humains et par des personnes qui obtiennent des permis de séjour à l'aide de faux contrats de travail, ce qui leur permet ensuite de se rendre au CPAS. Nous devons et nous pouvons lutter contre ce type d'abus, toujours dans le cadre des directives européennes. Je demande au ministre d'approfondir cette piste. Si nécessaire, un nouveau gouvernement devra modifier la législation à cet effet et permettre à l'Office des Étrangers d'accéder à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale. Sans cela, notre sécurité sociale risque d'être vidée de sa substance et les vrais demandeurs d'asile seront les victimes de cette situation.

Quand nous disons que nous voulons éviter l'effet d'aspiration et que nous devons maîtriser le flux entrant, nous pensons également à la loi sur l'acquisition accélérée de la nationalité belge. C'est ainsi qu'il y a encore et toujours des gens qui deviennent belges alors qu'ils n'ont jamais mis les pieds en Belgique. Le ministre De Clerck avait pourtant fait tout le nécessaire pour faire adopter une loi plus stricte en matière d'acquisition accélérée de la nationalité belge, et j'espère que nous pourrions encore y parvenir le plus rapidement possible. Je répète que nous devons d'urgence envisager cette problématique de manière globale, et je lance donc un appel à tous les partis pour qu'ils mettent tout en œuvre, partout où existe un pouvoir de décision dans ce domaine, pour faire avancer ce dossier.

**01.23 Rachid Madrane (PS):** En tant que membre de la commission des Affaires intérieures, je m'adresse surtout à M. le secrétaire d'État en charge de la politique d'asile et de la migration.

La politique d'accueil est intimement liée à la politique d'asile et de la migration. Celle-ci découle des flux migratoires que connaissent notre pays et l'Europe. On constate un accroissement des migrations au niveau mondial. Je suis surpris que mes collègues ne remettent pas en perspective cette problématique dans un contexte global. Tout changement législatif dans un État voisin a des conséquences chez nous. La migration devrait être traitée de manière uniforme au niveau européen; or ce n'est pas du tout le cas, ce qui donne lieu à une concurrence malsaine entre les 27. Certains pays ne transposent même pas les directives (Espagne, Finlande, Grèce).

Qu'a entrepris le gouvernement depuis le début de la présidence belge de l'Union européenne pour que soit mis en œuvre le programme de Stockholm (qui prévoit un régime d'asile commun)? Il y a quelques semaines a eu lieu une conférence des ministres de l'asile et de la migration qui réunissait à la fois les instances de l'Union européenne, le HCR et une série de représentants de la société civile. Quelles décisions y ont-elles été prises?

Pour les socialistes, il faudra consolider et mettre en œuvre une politique de migration et d'asile qui garantisse la solidarité entre les États membres et le partenariat avec les pays tiers. Cette Europe-là devra offrir un statut clair, commun et humain pour les immigrés. Nous parlons ici d'êtres humains et non de dossiers ou de numéros!

Les dossiers de demande d'asile en Belgique ont augmenté, de 2007 à 2009, de 55 %. D'après mes chiffres, si on compare la période allant de janvier à juin 2009 à celle qui court de janvier à juin 2010, on constate une progression de 54 %.

L'examen d'un dossier dure, en Belgique, entre 15 et 16 mois (pour 4,5 mois en moyenne aux Pays-Bas et 6 mois au Portugal). Comment expliquer ces délais et notre arriéré dans le traitement des dossiers (10 000 dossiers en retard au CGRA)?

Il n'est pas étonnant que le réseau Fedasil soit saturé. La crise de l'asile se transforme en crise de l'accueil. Rappelons que ce n'est pas Fedasil qui est chargé des expulsions.

Que ferez-vous durant les prochains mois (on prévoit encore une hausse des demandes)? Engagez-vous du personnel dans les différentes instances d'asile? Quels moyens budgétaires ont-ils été prévus? L'atmosphère au sein de Fedasil n'est pas bonne. Nous comptons sur vous, Monsieur le Secrétaire d'État au Budget, pour amplifier l'effort.

**01.24 Damien Thiéry (MR):** Je suis surpris – c'est la première fois que je siége dans cette commission - de constater que chacun y présente les problèmes auxquels est confrontée sa propre commune, sans adopter une approche globale.

La prévention pourrait résoudre énormément de choses. Monsieur le ministre, vous avez parlé de prévention en Serbie et en Macédoine. Vous avez envoyé des personnes sur place pour démentir l'information selon laquelle la Belgique était une terre d'accueil et que tout le monde pouvait y circuler librement.

Combien de personnes ont été envoyées? Qui les aide sur place? En fonction de quels besoins ces démarches ont été entamées? Combien de temps va durer cette mission? Des initiatives sont-elles prévues ailleurs, par exemple au Kosovo?

Par ailleurs, ne faudrait-il pas mettre fin à la possibilité pour les ressortissants de l'Union européenne de déposer une demande d'asile en Belgique? La Belgique prévoit encore cette possibilité.

**01.25 Laurent Louis (PP):** Notre pays a connu depuis septembre une croissance importante des demandes d'asile de Roms originaires du Kosovo. Ce pic est-il lié à la politique de la France de démantèlement des camps illicites et d'expulsion des Roms de son territoire?

Ce n'est pas la première fois que nous enregistrons une augmentation significative de demandeurs d'asile de cette communauté et de la région frontalière entre la Serbie et le Kosovo. Notre gouvernement s'est déjà rendu sur place pour s'attaquer au problème à la source. Où en est cette démarche? Quels sont les résultats obtenus? Quelles autres actions que les campagnes d'information dans les pays d'origine comptez-vous mener?

Notre pays n'est pas en mesure d'offrir un accueil humain et digne à ces populations. Mais quand on est incapable de réaliser quelque chose, mieux vaut s'abstenir. Les responsables politiques de notre pays sont plus friands des problèmes que des solutions. Ce n'est pas là une gestion en bon père de famille.

Enfin, que compte faire notre pays pour améliorer les conditions de vie des populations roms au Kosovo? L'amélioration des conditions de vie dans leur pays d'origine offrira un avenir à ces populations. Des démarches sont-elles accomplies par notre pays pour contraindre les pays d'origine des Roms, membres de l'Union européenne, d'améliorer l'intégration de ces populations, souvent victimes d'une sorte d'apartheid ou considérés comme des citoyens de seconde zone?

Vu les moyens mis à disposition des États membres par l'Union européenne (13 milliards d'euros), on peut agir en ce sens, sans plus se voiler la face.

Enfin, comment l'État belge réagira-t-il à la plainte de la Fédération internationale des droits de l'homme auprès du Comité des droits économiques et sociaux du Conseil de l'Europe qui dénonce l'attitude de notre pays vis-à-vis des Roms et des gens du voyage?

**01.26 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en français):** Je vais passer en revue toutes les questions

*(En néerlandais)* La mise en œuvre de l'autre procédure, dite accélérée, pour les dossiers de pays sûrs exige une modification législative et nous avons actuellement un gouvernement en affaires courantes.

En France, où ces procédures existent, le taux d'agrément de ces dossiers atteint 34 %. En Belgique, pour l'ensemble des dossiers, le pourcentage est de 25 %. Il est possible que la réglementation entraîne une diminution de l'arrivée en France du nombre de personnes issues de ces pays dits sûrs. Il y a là peut-être matière à discussion, mais je privilégie un traitement prioritaire des dossiers qui préserve les garanties d'une analyse individuelle des dossiers et figure parmi nos obligations internationales. Le traitement prioritaire des dossiers est un signal adressé aux pays d'origine et est parfaitement possible dans le cadre des affaires

courantes. Actuellement, nous traitons en priorité le nombre croissant de dossiers en provenance du Kosovo et de l'Arménie.

Cinq fonctionnaires viendront renforcer les rangs de l'Office des Étrangers et cinq médecins et 25 agents seront recrutés pour traiter les dossiers de régularisation. Au CGRA, où l'arriéré est le plus criant, 36 agents supplémentaires seront engagés.

L'effectif du Conseil du contentieux des étrangers sera étoffé de dix personnes supplémentaires. Il ne peut être procédé à la désignation de magistrats supplémentaires qu'en modifiant la loi, ce qui est impossible avec un gouvernement d'affaires courantes. Le personnel supplémentaire assistera principalement les magistrats francophones, parce qu'ils sont confrontés à l'arriéré le plus important. Il y a davantage de dossiers du côté francophone, parce qu'il est possible de choisir le français comme langue de procédure.

Nous avons réussi à dégager une marge pour le financement dans le budget 2010. Il ne s'agit effectivement que d'une partie de l'année. En ce qui concerne le budget 2011, il s'agit d'un montant supplémentaire de 6 millions d'euros qui pourra également être largement compensé.

Le Conseil d'État a annulé un arrêté royal relatif au logement. J'ai dû prendre un arrêté conforme aux observations du Conseil d'État, faute de quoi les contrôles domiciliaires seraient redevenus impossibles.

Le Conseil d'État considère que l'on ne peut pousser les contrôles domiciliaires au-delà de ce que prévoient les dispositions de la loi proprement dite. L'arrêté royal relatif à cette matière a dès lors été annulé dans la foulée de cet arrêt et il nous a dès lors fallu le réécrire.

Je puis répondre à Mme Timmermans que les procédures de recrutement sont en cours. Je puis par ailleurs la rassurer en indiquant qu'il est toujours procédé à des rapatriements forcés.

*(En français)* Mme Galant, nous avons été confrontés à un nombre de demandes plus important de ressortissants du Kosovo. Nous avons mis en application l'accord de réadmission conclu avec le Kosovo et qui nous aide dans les rapatriements; nous avons demandé à nos instances d'asile un traitement prioritaire des dossiers du Kosovo et nous allons mener encore des campagnes de prévention au Kosovo. Et le personnel complémentaire pour les procédures de prévention sera aussi dirigé vers le Kosovo. Mais il faut rester humbles en matière de flux migratoires: le gouvernement ne pourra jamais tous les régler.

*(En néerlandais)* M. De Man est le roi du y a qu'à. Mais il n'est pas raisonnable de faire croire aux gens que la Belgique peut maîtriser tous les flux migratoires de la planète!

*(En français)* M. Mayeur a posé des questions relatives aux flux intra-européens. En 2009, 368 décisions ont été prises sur base d'une procédure prioritaire et rapide (cinq jours), et le recours en annulation devant le Conseil d'État n'est pas suspensif. Les conséquences en matière d'accueil sont très différentes pour les citoyens européens. Seuls les Roumains et les Bulgares ont droit à l'accueil, jusqu'en 2011.

Pour l'adresse en tant que telle, la question est celle des conséquences en matière d'asile et d'accueil. En cas de procédure, il est normal que les intéressés aient une adresse.

*(En néerlandais)* Je ne suis pas d'accord avec M. Somers quand il dit que les départs des centres d'accueil constituent la priorité. Nous ne pouvons expulser des personnes que si nous avons conclu un accord avec leur pays d'origine. En outre, les arrivées sont aussi essentielles que les départs. Moins les arrivées sont importantes, mieux ça vaut.

En 2007, 2008 et partiellement en 2009, les chiffres des départs ont baissé, mais en 2010, ils sont repartis à la hausse avec une moyenne de 9 100 éloignements. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure d'asile en 2006, le nombre de réfugiés reconnus a fortement augmenté, passant de moins de 10 % en 2000 à plus de 25 %. Il va de soi que lorsque le nombre de réfugiés reconnus augmente, le nombre d'expulsions diminue. J'ignore pourquoi il a été procédé à moins d'expulsions en 2007, 2008 et 2009, mais en tout état de cause, je ne plaide pas coupable.

Le *memorandum of understanding* entre l'Office des Étrangers et Fedasil est signé. C'est déjà quelque chose.

Le fait de faire envoyer directement les ordres d'expulsion par l'Office des Étrangers et non plus par l'intermédiaire des communes résoudra en partie, mais pas en tout, les problèmes. Je suis disposé à réfléchir à d'autres moyens efficaces d'adresser ces ordres. Notre solution n'est pas une panacée mais elle a le mérite d'être directement applicable.

Le contrôle domiciliaire relève de la compétence des communes. Un dossier dans le cadre duquel le contrôle domiciliaire est négatif n'est pas envoyé à l'Office des Étrangers. Ce dernier n'a pas son mot à dire concernant le contrôle domiciliaire. Je suis disposé à engager la discussion à ce propos mais je ne vois ce que l'OE pourrait faire.

*(En français)* En réponse à Mme Genot, je dirai que l'examen individuel des dossiers reste indispensable. Le traitement prioritaire de certains dossiers permet de donner un signal dans le pays d'origine. Il est aussi prévu pour les personnes qui proviennent de l'Union européenne avec un recours au Conseil du contentieux qui n'est pas suspensif. Pour le reste, nous restons dans la logique des standards internationaux en la matière.

*(En néerlandais)* M. De Man parle de 6 500 éloignements pour l'année 2009. Il s'agit en réalité d'environ 8 000 dossiers.

En ce qui concerne la campagne de prévention, il avait été prévu d'y affecter cinq personnes pour l'année 2009. Deux personnes supplémentaires seront envoyées à l'étranger dans le cadre de cette campagne. En 2009, il y a eu 39 missions. Pour l'année 2010, nous en sommes actuellement à 33 missions. Avec le personnel supplémentaire prévu, le nombre de missions pourrait encore augmenter.

*(En français)* Pour répondre à M. Thiéry: ces missions sont organisées en accord avec les Affaires étrangères de manière à pouvoir agir sur les filières. Nous essayons le plus possible de nous concerter et d'organiser cette action à l'échelon européen, sauf s'il s'agit de problèmes spécifiques à la Belgique.

À M. Madrane et Mme Fonck, je réponds qu'il est nécessaire d'uniformiser nos procédures au niveau européen. Concrètement, les priorités de la Belgique sont l'harmonisation législative européenne, Eurodac, les échanges d'informations entre les différentes instances, le travail des textes en matière de procédures et d'accueil.

Nous avançons aussi dans la coopération pratique et la création du bureau d'appui à Malte. Les standards de protection doivent s'élever dans l'Union pour réduire la concurrence en matière d'asile.

*(En néerlandais)* Le protocole a été signé il y a deux à trois semaines et est à présent appliqué.

Voici les chiffres de l'arriéré: Office des Étrangers: 1 526; CGRA: 10 226; CCE: 4 045. Ces chiffres comprennent également les dossiers traités. Les procédures du CGRA durent en moyenne six mois; elles durent en moyenne un mois à l'Office des Étrangers et en moyenne six mois au CCE.

*(En français)* Monsieur Madrane, vous évoquez des procédures de 18 mois. Lorsque j'additionne les trois instances d'asile, il s'agit d'une procédure moyenne d'environ 13 mois! Le but, aujourd'hui, est de diminuer cet arriéré pour alléger d'autant les procédures.

*(En néerlandais)* J'ai déjà répondu aux questions de Mme Lanjri relatives à l'hébergement.

*(En français)* Monsieur Thiéry, le chiffre exact concernant les demandeurs d'asile européens est de 368 dossiers en 2009. La procédure dure en moyenne cinq jours.

Sur le Kosovo, j'ai répondu à M. Louis en ces termes: réadmission, campagne de prévention et traitement prioritaire des dossiers.

*(En néerlandais)* J'ai ainsi répondu à toutes les questions relevant de mes compétences.

**01.27 Philippe Courard**, secrétaire d'État *(en néerlandais)*: Nous ne nous limitons pas à la première demande parce que les candidats à l'asile doivent avoir la possibilité de compléter leur dossier; la constitution d'un dossier n'est en effet pas toujours simple.

Nous disposons encore de moyens suffisants pour créer des places supplémentaires dans les initiatives locales d'accueil, cette année encore. Quelque 120 communes ne disposent pas encore d'ILA. Le prix varie en fonction de l'organisme. À la Croix-Rouge, il est de 38 euros alors que l'association *Vluchtelingenwerk* demande 33 euros.

En ce qui concerne les CPAS, une convention a été signée pour deux ans. L'objectif est de disposer de moyens suffisants dans le budget de 2011.

Les modules de logement préfabriqués doivent encore fournir 620 places d'accueil. L'acquisition de ces modules préfabriqués a pris du retard. Selon le calendrier initial de la Régie des Bâtiments, la date butoir était juillet 2010 mais les modules ne seront disponibles que début 2011. Les permis déjà obtenus sont ceux de Sugny, Bevingen à Saint-Trond et Bovigny. La mise en œuvre commencera à partir de fin décembre. Pour les permis refusés, la Régie peut lancer un appel d'offres en attendant les permis. Il s'agit de Jodoigne, Kapellen, Broechem et Arendonk.

Je transmettrai une réponse écrite à Mme Becq en ce qui concerne l'accompagnement médical de demandeurs d'asile qui souffrent de maladies contagieuses.

*(En français)* J'en viens aux questions de Mme Galant.

Pour ce qui est de l'affectation des 20 millions d'euros complémentaires, les budgets servent principalement à payer la création de nouvelles places, les extensions de capacité des centres existants, le renforcement en personnel à Fedasil, les astreintes.

Le recours à des hôtels permet d'éviter les astreintes. Le système des astreintes est évidemment le plus coûteux, de l'ordre de 500 euros par jour par personne.

Le coût engendré par l'hébergement en hôtel est de l'ordre de 30 euros pour l'hébergement auxquels s'ajoutent 6 euros pour l'alimentation. Le coût quotidien d'un accueil adéquat varie entre 32,36 euros via les partenaires comme le CIRE et 43 euros dans les centres d'accueil fédéraux.

L'idée de recourir à des pavillons a un coût de l'ordre de 14 millions d'euros pour 1 000 personnes.

Pour ce qui est des mesures incitatives des initiatives locales d'accueil, le gouvernement a décidé de conclure une convention avec les CPAS pour une période minimale de deux ans sur base volontaire pour les nouvelles ILA.

Cet effort de garantie de deux ans permet évidemment de rassurer les CPAS. La plupart des CPAS qui y recourent ont compris que c'était rentable.

Un autre incitatif concret est l'augmentation de la durée de résiliation de ladite convention, qui passe de un à trois mois.

Cela correspond à ce qui se pratique habituellement sur le marché du logement. Là aussi, il s'agit d'apporter une garantie supplémentaire aux CPAS.

Les décisions concernant les ILA sont prises en concertation avec les fédérations de CPAS et l'Union des villes et communes. Je crois qu'elles sont assez bien acceptées.

En termes de budget, il s'agit d'environ 35 euros, voire 40 euros par jour pour un MENA. Le coût sera nul pour les CPAS, puisque c'est le fédéral qui couvre financièrement les frais.

Outre la création de places d'accueil, Fedasil a mis en place un contrôle très strict du droit à l'accueil. Il faut casser le mythe des personnes qui n'ont pas droit à l'accueil et qui séjournent dans des centres. Afin d'améliorer la sortie des centres et les inévitables délais, nous avons demandé aux instances d'asile et de séjour d'améliorer le processus de délivrance des ordres de quitter le territoire.

En ce qui concerne l'efficacité de la politique en matière de décisions négatives, on enregistre, cette année, 3 000 retours volontaires, contre 2 600 l'année dernière. Il s'agit, selon moi, sans doute de la meilleure solution. Il faut donc continuer à se battre pour inciter les gens à repartir volontairement dans leur pays.

La proposition de M. Mayeur visant à changer la loi de 1965 est judicieuse. Mais ce n'est évidemment pas facile en période d'affaires courantes.

S'agissant du plan de répartition, c'est juridiquement possible. Toutefois, sans consensus politique, nous ne pouvons l'appliquer.

*(En néerlandais)* Je n'ai pas le sentiment que le gouvernement encourage le soutien financier. Au contraire, le nombre de places et, par conséquent, d'accueil matériel augmente et les CPAS sont incités à créer des ILA.

*(En français)* Madame Genot, la procédure d'engagement des dirigeants est en cours. Nous essayons d'instaurer le dialogue mais les choses sont assez compliquées dans la gestion de cette crise. Nous éprouvons quelques difficultés avec l'Inspection des finances mais le secrétaire d'État Wathelet nous apporte une aide importante.

Quant aux casernes, nous avons ouvert Poelkapelle l'année passée, grâce au premier ministre. Nous avons reformulé des demandes d'occupation de casernes et élargi nos demandes à des sites militaires. Cela se fait en partenariat avec la Croix-Rouge et het Rode Kruis car il faut que ces sites répondent à certains critères et ce sont ces institutions qui trancheront. J'espère que nous aurons des propositions rapidement, je relance régulièrement les ministres responsables au kern et au gouvernement.

Mme Fonck a parlé des MENA. Il existe effectivement une concertation avec la Communauté mais comme nous sommes en affaires courantes, nous n'avancons plus beaucoup pour le moment.

*(En néerlandais)* Aucune décision n'a encore été prise concernant les places d'accueil du côté de la Défense. Le coût, le calendrier et les travaux de préparation sont encore à l'étude.

Les mesures relatives aux ILA ont fait l'objet de discussions avec les CPAS. L'indemnité est suffisante pour couvrir également l'encadrement. Toutes les possibilités sont examinées en concertation avec l'ensemble des parties concernées. Tous les partenaires doivent faire un effort. Beaucoup dépend aussi de la capacité de l'organisation.

Le **président**: Étant donné que les secrétaires d'État ne seront présents que jusqu'à 14 h 00 et que cette salle doit être libérée, je propose que nous poursuivions nos travaux dans les meilleurs délais dans le cadre d'une nouvelle réunion.

**01.28 Bart Somers** (Open Vld): Nous ne pouvons tout de même pas interrompre la réunion au milieu d'un échange aussi important. Dans l'attente d'un nouveau gouvernement, le Parlement doit tout de même tenter de s'acquitter de sa tâche avec sérieux! Il n'est pas possible que le processus démocratique doive s'interrompre pour des raisons d'ordre pratique.

**01.29 Sarah Smeyers** (N-VA): Je partage le point de vue de M. Somers. Nous souhaitons tous fournir un travail parlementaire correct.

Le **président**: Il n'y a pas que le problème matériel de la salle de réunion mais aussi l'ordre du jour des

secrétaires d'État. C'est pourquoi je propose de tenir une nouvelle réunion dans les meilleurs délais.

*L'incident est clos.*

*La réunion publique de commission est levée à 13 h 44.*

De vergadering wordt geopend om 10.22 uur en voorgezeten door de heren Hans Bonte en Ben Weyts.

**01** Gedachtewisseling over het asielbeleid en samengevoegde vragen van

- de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de versoepeling van de huisvestingsvoorwaarden bij gezinshereniging" (nr. 60)
- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de aankoop van woonmodules" (nr. 72)
- mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het uitwijzingsbevel" (nr. 73)
- mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de medische begeleiding van asielzoekers met een besmettelijke ziekte" (nr. 75)
- mevrouw Sonja Becq aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de medische begeleiding van asielzoekers met een besmettelijke ziekte" (nr. 76)
- mevrouw Jacqueline Galant aan de staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de asiel- en opvangcrisis" (nr. 108)

De **voorzitter**: Over de problematiek van asiel en migratie zijn er zowel vragen ingediend voor de staatssecretarissen Courard en Wathelet als voor de premier. De premier kan niet aanwezig zijn vandaag, maar de vraagstellers gaan ermee akkoord dat de gedachtewisseling vandaag enkel met de staatssecretarissen gebeurt.

Eerst geeft de regering een toelichting over haar beleid van de afgelopen maanden, daarna kunnen de leden het woord vragen. Leden die een vraag hebben ingediend, krijgen voorrang.

**01.01 Yvan Mayeur (PS)**: Zullen alle fracties aan het woord kunnen komen?

De **voorzitter**: Ja.

**01.02** Staatssecretaris **Philippe Courard (Nederlands)**: In mijn uiteenzetting zal ik de problemen van het opvangnetwerk behandelen en de maatregelen die door het kernkabinet zijn goedgekeurd om de asiel- en opvangcrisis het hoofd te bieden.

De asielinstanties spreken over een verhoging van de asielaanvragen met 45 procent tussen 2008 en 2009 en zelfs van 55 procent tussen 2007 en 2009. Die stijging heeft onmiddellijke gevolgen voor de opvang omdat elke asielaanvrager recht heeft op opvang tijdens de periode van de asielprocedure.

Hoewel het aantal aanvragen tussen januari 2010 en mei 2010 was gedaald, was er vanaf juli opnieuw een stijging. In juli kwamen er 1.802 aanvragen, in augustus 2.287 en in september 2.490 – dat is liefst 62 procent meer dan in mei. Door de toename van het aantal dossiers en de behandelingsduur, moeten deze mensen ook langer in het opvangnetwerk blijven.

(Frans) Ten tweede, wat de evolutie van de opvangcapaciteit betreft, moet er voort werk worden gemaakt van bijkomende plaatsen en moet de capaciteit die door de asielinstanties ter beschikking wordt gesteld, worden opgetrokken, als we het tij willen keren.

De structurele capaciteit van het opvangnetwerk (vóór er nieuwe plaatsen bijkwamen) bedroeg 16.000

plaatsen. Ze werd opgetrokken tot 19.500 plaatsen via bijkomende sites en plaatsen voor noodopvang.

Toch blijft het aantal plaatsen onvoldoende en moet Fedasil nog steeds zorgen voor noodopvang op plaatsen die daarvoor niet geschikt zijn. Het aantal asielaanvragen is gestegen. Er werd een bijzondere cel opgericht om de tijdelijke opvang te beheren. Het Rode Kruis zorgt voor psychische, medische en sociale begeleiding.

Wanneer aan een asielzoeker in het bezit van het document 'bijlage 26' van de Dienst Vreemdelingenzaken geen geschikte opvang kan worden verschaft, hangen de Belgische Staat daadwerkelijk dwangsommen boven het hoofd. We moeten dan ook nog meer inspanningen doen om de dossiers snel en efficiënt te behandelen en we moeten blijven zorgen voor extra opvangplaatsen.

Het klopt dat sommige mensen geen passend antwoord krijgen. Van oktober 2009 tot oktober 2010 kon aan 5.000 asielzoekers geen verblijfplaats worden toegewezen. Sinds januari 2010 fluctueert het aantal personen aan wie geen verblijfplaats wordt toegewezen maandelijks en in augustus dit jaar ging het zelfs om 40 procent van het aantal asielzoekers. Vandaag zijn er nog steeds zo'n 1.080 mensen voor wie er geen opvangplaats kan worden gevonden.

Indien de stijgende trend blijft aanhouden en de dossiers niet sneller hun beslag krijgen, wordt het aantal personen dat tegen eind 2010 zal moeten worden opgevangen tussen 22.000 en 25.000 geraamd.

*(Nederlands)* De regering heeft de laatste maanden een aantal maatregelen genomen om de opvangcrisis aan te pakken. De uitbreiding van het opvangnetwerk en de creatie van opvangplaatsen, waarmee in 2009 is begonnen, werd nog geïntensifieerd. Het aantal opvangplaatsen werd opgedreven van 16.009 tot 19.561. Met de medewerking van de OCMW's werden er sinds maart 2009 meer dan 1.300 lokale opvanginitiatieven (LOI) gecreëerd. Op mijn voorstel heeft de ministerraad een afgevaardigde voor opvangplaatsen geïnstalleerd, die door organisatie en overleg de opening van nieuwe plaatsen moet vergemakkelijken.

*(Frans)* Door de wet te wijzigen middels de diverse bepalingen van december 2009, hebben we de situaties verduidelijkt waarin een verlenging van de opvang kan worden gevraagd. We hebben ook de stelselmatige toekenning van het recht op opvang onderbroken voor wie meervoudige asielaanvragen indient.

Bij een derde aanvraag worden de betrokkenen slechts toegelaten tot het netwerk indien hun aanvraag nieuwe elementen bevat die door de Dienst Vreemdelingenzaken zijn bevestigd en aan het CGVS zijn overgezonden. Sinds januari 2010 werden 892 aanvragen op grond van die bepalingen afgewezen. Na de aanvoering van nieuwe elementen werden sommigen opnieuw toegelaten.

Door een betere coördinatie tussen de asielinstanties en het opvangnetwerk hebben we dossiers van residenten die een regularisatieaanvraag hebben ingediend, sneller kunnen behandelen. Daardoor zijn er al 1.010 personen uitgestroomd na een beslissing van de Dienst Vreemdelingenzaken.

Voorts werd er tussen de Dienst Vreemdelingenzaken en Fedasil een protocol ondertekend dat voorziet in een begeleidingstraject voor illegaal verblijvende gezinnen met kinderen die in het kader van de opvangwet en het koninklijk besluit van 24 juni 2004 worden opgevangen. Samen met de verblijfsinstanties worden de regularisatiemogelijkheden onderzocht. Als die er niet zijn, wordt de overbrenging naar een door de Dienst Vreemdelingenzaken beheerd terugkeerhuis geregeld.

*(Nederlands)* Ondanks de structurele maatregelen blijft de situatie problematisch, omdat de asielaanvragen sterk blijven stijgen. In september heb ik tijdens de ministerraad de nadruk gelegd op de nood om de asielinstanties te versterken. De gedetailleerde invulling van de maatregelen werd overgelaten aan de staatssecretaris van Asiel- en Migratiebeleid. Het betreft vooral de efficiëntie van de procedures en de impact ervan op de duur van het verblijf in de opvangcentra. Op het vlak van opvang wil de regering de geest van de wet van 12 januari 2007 behouden en materiële hulp blijven verlenen aan asielzoekers tijdens de gehele procedure.

Er werd ook besloten om de voorlopige opvangmaatregelen, ingevoerd in 2009-2010, te verlengen tot 2011. Het gaat erom de onlangs gecreëerde opvangcapaciteit niet te verminderen. Daarnaast zullen er noodpaviljoenen opgericht worden op sites van Defensie. Er zal een overeenkomst gesloten worden met het Rode Kruis met het oog op de omkadering. De minister van Defensie zal de mogelijkheid van een tijdelijke

opvangcapaciteit van 5.000 personen bestuderen. Ik wil te allen prijze een humanitaire ramp voorkomen deze winter. Samen met het Rode Kruis wordt de mogelijkheid bestudeerd om in een eerste fase 2.000 personen op te vangen.

De regering wil ook de creatie van nieuwe plaatsen in LOL's stimuleren. Daarom zullen de voorwaarden en garanties aan OCMW's verbeterd worden. Het betreft een overeenkomst van twee jaar en een opzettermijn van drie maanden, in samenwerking met de federaties van de OCMW's en de verenigingen van steden en gemeenten.

*(Frans)* Ik heb alle aspecten van de opvangsituatie van de asielzoekers in ons land de revue laten passeren: een historisch overzicht, de huidige stand van zaken en toelichting bij de nieuwe maatregelen die het kernkabinet goedgekeurd heeft met het oog op de samenwerking tussen de bevoegde instanties.

**01.03** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** *(Nederlands)*: Ik zal een analyse van de situatie maken en de mogelijke oplossingen overlopen. Ik zal ook meedelen welke beslissingen al werden genomen inzake deze opvangcrisis. Er moeten uiteraard nog tal van maatregelen en initiatieven worden genomen.

*(Frans)* Ik wil vooreerst de beide commissies bedanken voor de organisatie van dit debat over een complex probleem dat voor sommige gezinnen tot schrijnende situaties kan leiden.

Het aantal asielzoekers in Europa neemt onmiskenbaar toe. Morgen neem ik deel aan een JBZ-Raad waarop de asiel- en immigratiekwestie aan bod zal komen. In België stijgt het aantal asielaanvragen nog meer dan in de andere landen.

Daarvoor bestaan verschillende verklaringen. Er komen nog meer asielzoekers uit landen die traditioneel al asiel zochten in België.

In het kader van de verschillende netwerken die asielzoekers overbrengen, leidde de opvangcrisis tot heel wat fabeltjes over de opvangvoorwaarden in ons land. Dit was bijvoorbeeld het geval in Macedonië en in Servië.

*(Nederlands)* De kern van het probleem is de valse informatie die door verschillende netwerken aan de bevolking werd gegeven om naar België te komen.

*(Frans)* Het komt erop aan een passend antwoord te bieden op de huidige situatie. Hoewel meer mensen naar hun land van oorsprong terugkeren en we efficiënter werken, blijft het aantal asielaanvragen stijgen.

Er werden al maatregelen genomen met betrekking tot de instroom van asielzoekers, de behandeling van de dossiers en de terugkeer.

De eerste maatregel, die zijn nut al bewees maar nog moet worden versterkt, betreft de organisatie van preventiecampagnes om de desinformatie in te dammen.

Tweede aandachtspunt is de behandeling van de dossiers. Omdat er meer aanvragen worden ingediend, neemt de achterstand toe, wordt de behandelingstermijn langer en moeten de asielzoekers dus ook langer in de opvangstructuren blijven.

*(Nederlands)* Natuurlijk was bijkomend personeel noodzakelijk, maar de drie instellingen moeten ook hun productiviteit verhogen. De productiviteit van het CVGS is de jongste jaren wel verbeterd, van 700 dossiers naar 876 dossiers per maand, maar nog niet genoeg. Ook moet de duur van de procedure korter worden.

*(Frans)* De efficiency doorheen het volledige asielproces werd verbeterd: er werd extra personeel in dienst genomen, er werd nogmaals gewezen op de afspraken inzake de prioritaire behandeling van bepaalde dossiers, er werd gezorgd voor een regelmatige gegevensuitwisseling tussen Fedasil en de Dienst Vreemdelingenzaken, er werd voorrang gegeven aan de behandeling van bepaalde dossiers op grond van de instroomcijfers en er werd gezorgd voor bijkomende plaatsen voor gezinnen, die bovendien op de aanwezigheid van een coach kunnen rekenen.

Er werden ook nieuwe maatregelen genomen inzake de verwijdering van het grondgebied.

*(Nederlands)* De bevelen moeten direct door DVZ worden gegeven, niet meer via de gemeenten.

*(Frans)* De uitzettingen moeten ook uitgevoerd worden en daarvoor zijn de contacten met de landen van herkomst essentieel. We hebben een reeks maatregelen genomen om een zo humaan mogelijke oplossing aan te reiken voor de opvangcrisis.

De **voorzitter**: Deze gedachtewisseling is het initiatief van twee leden, het lijkt mij logisch dat zij als eersten het woord krijgen.

**01.04 Rachid Madrane** (PS): Waarom krijgen de vragen voorrang als een debat met de Staatssecretarissen was gepland?

**01.05 Filip De Man** (VB): Normaal wordt de volgorde bepaald aan de hand van de ingediende vragen, maar blijkbaar vindt de voorzitter het vervelend dat N-VA niet de eerste was en wil hij nu laten uitschijnen dat zijn collega Smeyers een van de initiatiefnemers van dit debat was. Nochtans moet hij als voorzitter voor iedereen de regels op dezelfde manier toepassen en de chronologie respecteren.

De **voorzitter**: In de brief die werd besproken in de Conferentie van voorzitters, waar ook de fractie van de heer De Man was vertegenwoordigd, vroegen de collega's Smeyers en Francken om deze commissie bijeen te roepen. De chronologische orde is dus gerespecteerd.

**01.06 Filip De Man** (VB): Als ik volgende week dus een brief stuur naar de voorzitter, zal hij opnieuw een debat organiseren? Dat is fantastisch.

De **voorzitter**: Die brief was de enige mogelijkheid voor parlementsleden om een debat te vragen, zoals collega De Man ook zou moeten weten.

**01.07 Sarah Smeyers** (N-VA): Collega Schoofs heeft dezelfde methode toegepast in de commissie voor de Justitie.

Op het kernkabinet werd dus beslist dat er plaatsen in de opvangcentra zullen bijkomen, dat de gemeenten zullen worden gestimuleerd om via de OCMW's plaatsen vrij te maken langs de LOI-structuren. Heel positief zijn de maatregelen om bij diensten als Fedasil extra personeel in te schakelen voor een snelle behandeling van de dossiers. Toch zullen er volgens mij nog te weinig plaatsen zijn. De staatssecretaris wil duizend extra opvangplaatsen, maar mijn cijfers over het aanzuigeffect van asielzoekers wijzen uit dat België verhoudingsgewijs veel meer asielzoekers aantrekt dan de buurlanden.

Misschien biedt die oplossing op korte termijn soelaas, maar er zijn ook degelijke structurele maatregelen nodig, zoals een beperking van de instroom. Preventiecampagnes alleen zijn absoluut niet afdoende.

Wat denkt de staatssecretaris van het gebruik van een lijst van veilige landen, zoals in Frankrijk, iets waar N-VA ook voor is gewonnen? Dit vermijdt de noodzaak van preventie en plotse pieken in de instroom vanuit deze landen.

Het is goed dat het recht op opvang wordt beperkt tot en met de tweede aanvraag, maar het is raadzaam om dat tot de eerste aanvraag en tot de eerste aanleg te beperken.

Hoeveel extra personeelsleden zullen worden ingezet en hoeveel geld wordt er geïnvesteerd? Elke euro die men niet uitgeeft aan extra personeel voor een snellere behandeling van dossiers zou immers naar verluidt 28 euro aan opvang kosten.

**01.08 Theo Francken** (N-VA): De staatssecretaris zegt dat men moet proberen het aanbod van lokale opvanginitiatieven te verhogen door gemeenten die er nu geen hebben, te stimuleren om er op te richten. Zo heeft Lubbeek, de op acht na rijkste gemeente van Vlaanderen, pas vorige week beslist om een lokaal opvanginitiatief op te richten. Twee gezinnen zullen worden geplaatst. Dat zijn peanuts, maar beter dat dan

niets. De overheid heeft geen enkele stok achter de deur om kleine gemeenten te dwingen solidair te zijn met de grote steden.

Is er geld voor extra lokale opvanginitiatieven in 2010? Volgens een bron bij Fedasil is er een probleem met de begroting. Hoeveel Belgische gemeenten hebben momenteel geen lokaal opvanginitiatief? Hoe wil de staatssecretaris zorgen voor een stok achter de deur? Elke gemeente moet haar verantwoordelijkheid nemen, want de problemen in de grote steden stapelen zich op.

Een van de grote kritieken van de gemeentebesturen is dat lokale opvanginitiatieven maar contracten voor een jaar krijgen. Is het juist dat die nu zullen worden verlengd en dat langdurige contracten mogelijk worden? *(Instemming van staatssecretaris Courard)*

Als gewezen adjunct-kabinetschef van Vlaams minister Bourgeois weet ik dat de samenwerking van het Vlaamse ministerie voor Inburgering met het ministerie van Defensie heel positief verliep. Op de vraag waarom Defensie zelf nauwelijks mensen opving, kwam echter geen antwoord. Ik ben dan ook sceptisch als de staatssecretaris zegt dat Defensie 2.000 asielzoekers extra zal opvangen. Hoe concreet zijn die plannen?

Uit een recente financiële doorlichting van het beleid van de staatssecretaris blijkt dat een gewone opvangplaats in Frankrijk 24,82 euro kost en dat men daar werkt met een openbare aanbesteding. België doet dat niet. Een bezette opvangplaats kost hier dan ook 40 euro per dag. Kan die prijs niet omlaag? Fedasil heeft intussen een budget van 340 miljoen euro, een stijging met 60 procent op twee jaar.

**01.09 Karin Temmerman** (sp.a): Ik betreur dat de premier er niet is.

Iedereen is het erover eens dat er een groot opvangtekort is en dat we op een stevige crisis afstevienen. De gesuggereerde oplossingen zullen wellicht niet volstaan.

Wat zullen de financiële garanties van de OCMW's zijn om LOI's op te richten? Is er een budget voor? Ik vind dat OCMW's die vandaag niet aan hun verplichtingen voldoen, niet alleen gestimuleerd, maar ook verplicht moeten worden. In een klimaat waarin de VVSG de OCMW's laat weten dat er geen extra financiële middelen worden vrijgemaakt, zal het moeilijk worden om OCMW's te overtuigen LOI's te creëren.

Wanneer zullen de nieuwe maatregelen gelden? Wanneer komt het beloofde extra personeel er? Om hoeveel mensen gaat het precies, respectievelijk bij DVZ, bij het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen en bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen?

De Regie der Gebouwen zou dit jaar voor 774 nieuwe plaatsen zorgen via nieuwe woonmodules en via rationeler gebruik van ruimte. Hoeveel van die plaatsen werden effectief gerealiseerd?

In het akkoord van het kernkabinet stond dat de aflevering van een uitleveringsbevel zou worden vereenvoudigd. Kan de staatssecretaris dat toelichten? Wil men opnieuw gedwongen repatriëringen of komen er ook extra stimulansen voor vrijwillige terugkeer?

Zullen asielzoekers daadwerkelijk worden voorbereid op een negatieve beslissing en een eventuele uitwijzing, al dan niet gedwongen?

**01.10 Sonja Becq** (CD&V): Ik heb een vraag naar aanleiding van een specifieke uitgeprocedeerde asielzoeker die aan tbc leed. Fedasil deelde mee dat die persoon wel degelijk werd opgevolgd.

De OCMW's en het personeel Maatschappelijk Werk vroegen zich af op welke manier de betrokken asielzoeker begeleid wordt. Ze willen ook weten hoe de mensen die de asielzoeker verder moeten helpen, informatie krijgen.

Worden gemeenten, opvangstructuren en OCMW's gewaarschuwd voor de besmettelijke ziekte van een asielzoeker? Welke voorzorgen worden er genomen? Worden uitgeprocedeerden met een besmettelijke ziekte wel opgevolgd? Zo ja, hoe? Is er anders een wetgevend initiatief nodig?

**01.11 Jacqueline Galant (MR):** De begroting van Fedasil is gestegen van 242 miljoen euro in 2008 naar 327 miljoen euro in 2009. Bij de laatste begrotingscontrole werd er een bijkomend bedrag van 20 miljoen euro uitgetrokken voor de oprichting van nieuwe opvangvoorzieningen. Welnu, er zijn nog steeds 1.000 mensen ondergebracht in hotels en het aantal asielaanvragen in ons land blijft maar toenemen, terwijl in het merendeel van de EU-lidstaten een tegenovergestelde trend waar te nemen valt.

U stelt alles in het werk om opvangplaatsen bij te creëren, maar hoe denkt u de uitstroom van personen wier aanvraag werd afgewezen of die een verblijfsvergunning hebben verkregen, te versnellen? Over hoeveel personen gaat het? Hoeveel personen stappen er maandelijks gemiddeld uit het opvangnetwerk?

Kunnen de staatssecretarissen ons klaar en duidelijk uitleggen welke reglementering er van toepassing is op de maatschappelijke hulp die aan Europese staatsburgers wordt toegekend, en ons zeggen welke verantwoordelijkheid elk van hen draagt? Hoeveel Europese staatsburgers ontvangen een OCMW-uitkering? Hoeveel Europese staatsburgers vertegenwoordigen een onredelijke last voor de overheid?

Kan de heer Courard ons meedelen hoe het bedrag van 20 miljoen euro dat bij de laatste begrotingscontrole werd toegekend, precies werd besteed?

U moedigt de gemeenten ertoe aan opvangplaatsen te openen. Hoeveel plaatsen werden er zo gecreëerd, wetende dat die initiatieven integraal door de federale overheid worden gefinancierd? Wat waren de eerste reacties van de steden en de gemeenten? Aan de opvang van zesduizend mensen via lokale initiatieven hangt een prijskaartje van 52 miljoen euro vast.

De opvangwet werd in 2009 gewijzigd teneinde de termijn voor de uitstroom van asielzoekers die een definitieve beslissing hebben gekregen, te verduidelijken. Hoe wordt die bepaling toegepast in de lokale opvanginitiatieven? Met andere woorden, hoe wordt de uitstroom uit het netwerk vanuit die individuele opvang georganiseerd? Over hoeveel personen gaat het?

Indien die personen er ondanks alles willen blijven, betaalt Fedasil de OCMW's dan terug?

Zullen de tijdelijke woonmodules op de sites van Landsverdediging onderdak bieden aan de personen die momenteel in hotels ondergebracht zijn? Hoeveel kost de opvang in die hotels?

In het Fedasil-jaarverslag voor 2009 staat te lezen dat meer dan 2.700 personen naar een OCMW werden doorverwezen, hoewel ze in principe recht hadden op opvang. Ontvangen die personen financiële steun van de OCMW's?

Het is inmiddels meer dan een jaar geleden dat de regularisatieoperatie van start is gegaan. Hoeveel regularisatieaanvragen werden er tot vandaag ingediend en hoeveel werden er toegekend?

Volgens *De Standaard* en *Het Nieuwsblad* werd in de maand september een nooit eerder geziene stijging van het aantal aanvragen van Roma uit Kosovo opgetekend. Zij nemen een vijfde van de in september ingediende asielaanvragen voor hun rekening. De eerste minister is trouwens samen met u, mijnheer Wathelet, naar die regio gereisd om het probleem aan de bron aan te pakken. Klopt die informatie? Hoe kan dit probleem worden verholpen?

Ten slotte moeten we strenger zijn bij de preventie en de beheersing van de instroom. Door het aantal opvangplaatsen op te trekken geven we een fout signaal en komen we binnenkort terecht in een uitzichtloze situatie. We worden geconfronteerd met een algemene crisis van de opvang in België. Daar moeten we tegen optreden en de dossiers sneller afhandelen.

**01.12 Yvan Mayeur (PS):** Onze sociale diensten, gezondheidsdiensten en ziekenhuizen worden geconfronteerd met een grote vraag van burgers uit andere EU-landen. Die vraag maakt als zodanig geen deel uit van de asielproblematiek, maar die personen bevinden zich wel in ons land en hebben vaak geen

inkomsten, wat het probleem nog groter maakt.

De situatie is fors verslechterd, maar dat neemt niet weg dat er actie ondernomen moet worden. Ik juich de initiatieven voor bijkomende opvangplaatsen toe. Toch stel ik me vragen bij de concrete verwezenlijkingen. Er is al lang sprake van de openstelling van kazernes of andere beschikbare gebouwen. Er moeten concrete maatregelen genomen worden, in samenwerking met de minister van Landsverdediging, maar ook met de Regie der Gebouwen. Nu de winter in aantocht is, roep ik de collega's op om de ter zake bevoegde minister te interpellieren om na te gaan op welke manier hij zou kunnen helpen om bepaalde problemen op te lossen.

Vandaag zijn er 5.200 personen die geen opvangplaats hebben. De meesten van hen staan ingeschreven in het wachtregister van de Dienst Vreemdelingenzaken en maken aanspraak op hulp van het OCMW van de Stad Brussel. Vanuit heel België stuurt men mensen naar het OCMW van Brussel.

Het referentieadres, op grond waarvan men bepaalde rechten kan doen gelden, is dat van de Dienst Vreemdelingenzaken. Dit is een onduidelijke anomalie in de wet, die moet worden rechtgezet. Daartoe heb ik een wetsvoorstel ingediend en ik hoop dat het volgende donderdag – op grond van de urgentie – in overweging zal worden genomen.

Om al die aanvragen te kunnen beantwoorden en het Brusselse OCMW-personeel in de mogelijkheid te stellen zijn taken uit te voeren, zou ik over nog eens zoveel mensen moeten beschikken. Aanvankelijk werden we door de rechtbanken veroordeeld, maar ik heb de Staat in het geding betrokken en er werden zes ministers gedagvaard. Sindsdien nemen de geschillen met Fedasil een andere wending. De rechtspraak werd grotendeels gunstig voor het Brusselse OCMW.

Het zou voor iedereen onaanvaardbaar moeten zijn dat een enkel OCMW, al is het dan dat van Brussel, verplicht wordt dit probleem voor het hele land op te lossen. Dit probleem doet zich trouwens ook voor in de openbare ziekenhuizen: Fedasil stuurt immers asielzoekers naar het Sint-Pietersziekenhuis, die er om sociale redenen blijven en het is onmogelijk om die mensen op straat te zetten.

De federale overheid gaat over het beheer inzake asiel en opvang. Dat heeft niets te maken met het beleid van de OCMW's!

Zodra de betrokkenen tot het grondgebied worden toegelaten, behoort de maatschappelijke integratie dan weer wel tot de bevoegdheden van de OCMW's.

De opvanginitiatieven zijn een goede zaak maar kunnen niet voorkomen dat mensen in tenten moeten slapen. Er moet spoedig een oplossing worden gevonden voor de mensonterende omstandigheden waarin sommigen worden opgevangen.

Het spreidingsplan, dat sinds januari kan worden toegepast, moet ten uitvoer worden gelegd. Sommige politieke families hebben het daar blijkbaar moeilijk mee.

Alle OCMW's van het land moeten een inspanning leveren. Er moet solidariteit zijn tussen de gemeenten. Sommige gemeenten hebben aanzienlijke financiële middelen. Zij moeten als eersten een gebaar stellen.

Het zou verkeerd zijn om dit probleem te reduceren tot een probleem tussen Vlamingen en Franstaligen! Het is namelijk een grotestedenproblematiek.

Het is niet de bedoeling mensen te laten teren op kosten van de Staat, maar om ze de kans te geven zich te integreren zodat ze kunnen bijdragen aan de nationale rijkdom.

De regering is op de goede weg, maar er moet toegezien worden op de kwaliteit van de opvang en het aantal te creëren plaatsen, en daarvoor zijn er middelen nodig.

Er moet actie ondernomen worden om de instroom beter te beheersen. We vangen de mensen op of we vangen ze niet op en zetten ze het land uit. In dat geval moet men volledig achter het gekozen beleid staan en zijn verantwoordelijkheid opnemen.

Uw reisje naar Servië mag dan misschien tijdelijk de instroom vanuit dat land beperkt hebben, maar tussen augustus en september is de instroom van Serviërs verdubbeld. Er moeten structurelere maatregelen komen.

**01.13 Bart Somers** (Open Vld): De kern van het probleem bij de asielcrisis is het grote onevenwicht tussen de instroom en de uitstroom. Er zijn momenteel niet minder dan 26.000 opvangplaatsen nodig. Natuurlijk moeten wij ervoor zorgen dat er zich geen humanitaire ramp voltrekt. Op het terrein speelt er zich intussen echter een sociale ramp af. Onaanvaardbare maatregelen moeten worden vermeden, zoals het onderbrengen van asielzoekers in een hotel in een land waar het leefloon slechts 740 euro bedraagt. Dergelijke maatregelen ondergraven immers het draagvlak voor een humaan asielbeleid.

Het debat over het spreidingsbeleid en over de terechte vraag aan de OCMW's om in de last van het opvangbeleid te delen is eigenlijk pervers. De eerste verantwoordelijkheid ligt bij de staatssecretarissen en de federale overheid. Meer dan honderd OCMW's sturen ook op Mechelen asielzoekers af. De betrokkenen worden gehuisvest in woningen van huisjesmelkers, zonder begeleiding of sociale controle. Het gaat om een echte humanitaire ramp, georganiseerd door OCMW's die hun verantwoordelijkheid niet willen opnemen. Ik ben dus vragende partij voor een echt spreidingsplan, waarbij de echte verantwoordelijkheid bij de OCMW's wordt gelegd.

Hoe kunnen wij ervoor zorgen dat het onevenwicht in ons asielbeleid wordt weggewerkt? Het antwoord is eenvoudig. Al drie jaar is de uitstroom tot een onaanvaardbaar laag niveau gedaald. In de periode 2000-2006 was er een gemiddelde uitstroom van meer dan 12.000 mensen, in 2008 en 2009 slechts 8.000. Als de uitstroom niet gedaald was, zou er helemaal geen nood zijn om in paniek kazernes te openen en financiële stimuli te bedenken voor OCMW's. Dan zaten we in een totaal andere context, humaner en met een breder draagvlak bij de publieke opinie.

Het probleem is dat sommigen niet de politieke moed hebben om het uitwijzingsbeleid op het terrein hard te maken. Dat vraagt immers om degelijke afspraken tussen Fedasil en DVZ. Het zou daarbij een krachtiger signaal zijn, dat mensen die asiel vragen daar ook recht op hebben in ons land, maar dat zij die niet voor asiel in aanmerking komen daadwerkelijk naar het land van herkomst worden teruggestuurd.

Het is in de eerste plaats de verantwoordelijkheid van de staatssecretaris om niet alleen te bekijken of er opvangplaatsen moeten bijkomen, maar vooral om te voorkomen dat er een onevenwicht ontstaat. De uitwijzingen moeten dus consequenter gebeuren en de instroom moet krachtiger worden ontraden. Dat doe je niet door vanaf nu het bevel om het grondgebied te verlaten met een aangetekende brief te versturen. Dat is slechts een cosmetische oplossing.

Een slecht signaal is de poging om terug te komen op het concept van materiële steun voor mensen in een asielprocedure, want dat heeft een contraproductief effect.

Als burgemeester heb ik de regularisatiecampagne heel ernstig genomen, omdat ik ervan overtuigd ben dat er heel veel mensen zijn die recht op een regularisatie hebben. Ik heb persoonlijk kunnen vaststellen dat er een reële nood bestaat. De vraag blijft natuurlijk hoe die regularisatie in de praktijk wordt gerealiseerd.

Het is zorgwekkend dat elk cijfermateriaal ontbreekt. Ik had toch graag geweten hoeveel regularisatiedossiers er op dit moment reeds behandeld zijn, hoeveel er goedgekeurd zijn, hoeveel er geweigerd zijn, en op basis van welke categorieën er geweigerd werd.

In mijn stad, waar er zowat 365 dossiers zijn, heb ik de politie de opdracht gegeven om de domiciliecontrole ernstig en correct te doen. Mijn politiedienst is bij alle betrokkenen twee keer langs geweest op een onverwacht moment en in geval van afwezigheid werd een buurtonderzoek uitgevoerd. Tot mijn ontsteltenis werd op een vergadering van 21 september op de DVZ in Brussel echter meegedeeld dat personen die worden gezien op een adres, sowieso een positief advies moeten krijgen bij de woonstcontrole, ook wanneer alles er op wijst dat er geen sprake is van een effectieve woonplaats. Dit doet volkomen afbreuk aan de

inspanningen van de ernstige lokale besturen.

**01.14** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Het zijn de gemeenten die bevoegd zijn voor de woonstcontrole, niet de DVZ. Bij een negatieve woonstcontrole wordt het dossier zelfs niet doorgestuurd naar de DVZ. Bij betwistingen moet men naar de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen gaan.

**01.15** **Bart Somers** (Open Vld): In Mechelen hebben 40 mensen beroep aangetekend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Van vijftien dossiers werd het beroep afgewezen, negen dossiers zijn nog hangende en in zestien dossiers werd het beroep gevolgd. De argumentatie is steeds dezelfde. Als de politie zegt dat een bepaalde persoon niet woont waar hij moet wonen, dan wordt er stevast van uitgegaan dat het onderzoek van de politie niet diepgaand genoeg is geweest. Onze commissaris heeft dat aangekaart bij de DVZ op 21 september 2010. De DVZ heeft gezegd dat het voldoende is dat iemand ter plaatse wordt gezien om een positief advies te geven.

**01.16** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Volgens de circulaire-Dewael van 2007 heeft de DVZ niets te maken met de woonstcontrole.

**01.17** **Bart Somers** (Open Vld): Ik ben de eerste om te zeggen dat mensen op humane manier moeten worden opgevangen en dat de OCMW's daar een inspanning voor moeten doen. De kern van het probleem is echter het gebrek aan een echt uitwijzings- en instroombeleid.

**01.18** **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): De richtlijn betreffende de woonstcontroles bepaalt dat er minstens een 's avonds en een tijdens het weekend moet plaatsvinden. Het zou goed zijn om op dat stuk eenvormig te werk te gaan.

Wat het migratiebeleid betreft, is het van belang dat de dossiers op een degelijke manier worden onderzocht. Het aantal geweigerde Afghanen of Pakistani's is verontrustend hoog als men een en ander vergelijkt met de werking van het huidige systeem.

Een van de grote uitdagingen bestaat erin de achterstand weg te werken; hoeveel tijd is er nodig om dat te doen en hoeveel personen werden er daartoe aangeworven?

Welk specifiek beleid werd er gevoerd om de meest gediscrimineerde minderheden op te vangen, wetende dat sommige Europese situaties, zoals die van de Roma bijvoorbeeld, complex zijn?

De cijfers van de heer Courard met betrekking tot het aantal niet-opgevangen asielzoekers - 903 in augustus en 1.080 in september - zijn interessant, maar tonen vooral aan dat de situatie volledig ontspoord is.

Wat is de stand van zaken bij Fedasil, na de zware crisis en de problemen met de Inspectie van Financiën? De LOI, de lokale opvanginitiatieven, worden uitgebreid, maar welke garanties zijn er voor de goede werking ervan?

Hoe staat het met de samenwerking met Defensie?

Hoe vordert het project voor de woonmodules?

Zullen er opnieuw specifieke enveloppen voor de grootsteden uitgetrokken worden?

Wij denken dat een spreidingsplan de oplossing is, met opvang in twee fasen; eerst in open centra, dan in de verschillende gemeenten. Dat plan kan uitgevoerd worden, aangezien het Parlement het wetsartikel om dat instrument te kunnen gebruiken, aangenomen heeft. De knoop moet alleen nog maar worden doorgehakt. Er leven gezinnen op straat, zonder enige vorm van begeleiding. Zo kan het niet verder.

**01.19** **Filip De Man** (VB): Hoe komt het dat ik – die als een van de eersten een vraag hierover heb ingediend – pas nu het woord krijg?

De **voorzitter**: We hebben eerst de volgorde van vraagstellers genomen en vervolgens taalkundig afgewisseld. De volgorde wordt ook bepaald op basis van de grootte van de fracties.

**01.20** **Filip De Man** (VB): Dat is flauw.

Op dit ogenblik zitten er ongeveer 22.000 asielzoekers in opvangcentra, hotels of op straat. Dit jaar zullen er meer dan 20.000 asielaanvragen worden ingediend. Klopt het dat dit overeenkomt met ongeveer 27.000 asielzoekers?

De heer Somers heeft in het verleden al twee keer een massale regularisatieronde goedgekeurd, maar komt nu klagen over de enorme instroom. De heer Mayeur klaagt dat zijn OCMW in Brussel de toevloed niet meer aankan. Beseffen zij wel dat zij in de huidige regering zitten?

Een rechtstreeks en voorspelbaar gevolg van het regeerakkoord van maart 2008 is het aanzuigeffect. Aan Vlaamse kant is dat akkoord door CD&V, Open Vld en N-VA goedgekeurd. De grootste regularisatiecampagne ooit zal er mogelijk toe leiden dat 60.000 illegalen verblijfspapieren krijgen en leeflonen zullen opeisen.

Dat verklaart de enorme instroom, maar daar komt bij dat we een van de gunstigste systemen van Europa hebben. Mensen krijgen geld, verblijven in hotels en krijgen dwangsommen uitbetaald.

Vorige week wilde premier Letermé de toestroom indijken en de uitwijzingen efficiënter organiseren. Wat een hypocrisie. In 2010 werd het laagste aantal uitwijzingen opgetekend in tien jaar.

Nu komt Open Vld bij monde van Bart Somers zeggen dat ze het onevenwicht tussen in- en uitstroom zo betreurt terwijl de partij de instroom mee heeft georganiseerd. Precies Open Vld heeft de zaak al jaren in handen.

Ook de N-VA kan niet van rechtlijnigheid worden verdacht. Kamerlid Smeyers heeft in 2008 ook op het groene knopje gedrukt toen de tweede 'eenmalige' regularisatie werd goedgekeurd. Nu pleit ze voor een spreidingsplan, betaald door de federale overheid en niet door de gemeenten. Ze weet toch ook dat de federale schatkist grotendeels met Vlaams belastinggeld wordt gefinancierd?

Tot op vandaag ontkent Open Vld dat de massale regularisaties van Duquesne en Verhofstadt een enorm aanzuigeffect hebben gecreëerd. De uitwijzingen zijn sterk gedaald, maar dat is niet het belangrijkste. Het aanzuigeffect is het belangrijkste en men had dat kunnen weten voor men een tweede keer tot regulariseren overging. Toen heeft men niet naar ons willen luisteren en nu schreeuwt men om water om de brand te blussen.

Een groep van om en bij de duizend mensen zit op hotel. Onze OCMW's moeten massa's leeflonen uitbetalen en er worden dwangsommen van 500 euro per dag uitbetaald. Hoeveel is er al aan dwangsommen uitbetaald?

De regering wil ontradingscampagnes opzetten in de landen van herkomst. Klopt het persbericht dat het om slechts twee extra mensen gaat die zich daarmee bezighouden?

**01.21 Catherine Fonck** (cdH): Dit is allerminst een eenvoudig debat. Het is een illusie te geloven dat er gemakkelijke oplossingen bestaan voor dit probleem. Ik verheug me over de diverse initiatieven die recentelijk werden genomen in het kader van een globale benadering en ben blij dat er zowel maatregelen worden genomen om de instroom te beperken als maatregelen in het verlengde van de asielaanvraag. Die initiatieven moeten worden bestendig en uitgebreid.

In de loop van 2010 werden initiatieven genomen met het oog op bijkomende opvangplaatsen via Defensie en de Regie der Gebouwen. Volgens de cijfers waarover ik beschik, was er sprake van 620 plaatsen in woonmodules. Bij mijn weten zou het voorlopig om niet meer dan 130 effectieve plaatsen gaan. Kloppen die cijfers? Waarom kon de beslissing die in 2010 werd genomen, niet worden uitgevoerd? Wat zal deze

regering van lopende zaken ondernemen om die problemen op te lossen?

Ten tweede worden de gemeenten niet langer betrokken bij een bevel om het grondgebied te verlaten. Ik begrijp dat het de bedoeling is een en ander sneller te doen verlopen. Ik vraag me echter af of die procedurewijziging gevolgen heeft voor de daadwerkelijke uitvoering van dat bevel of voor de manier waarop het vertrek van de asielzoeker wordt georganiseerd?

Bovendien verkeren veel OCMW's vandaag in moeilijkheden, meer bepaald als gevolg van een hele reeks beslissingen uit het verleden.

Hebt u initiatieven genomen? Hebben bepaalde beslissingen handen en voeten gekregen, ook via de deelgebieden? Hebt u met hen overlegd?

Wat bovendien de NBMV betreft, stonden er diverse akkoorden op stapel, meer bepaald in samenwerking met de Gemeenschappen. Kan u ons meer uitleg verschaffen over de maatregelen die tijdens de voorbije maanden concreet vorm hebben gekregen?

Ten slotte heeft het asiel- en opvangvraagstuk betrekking op een veel uitgestrekter gebied dan alleen ons land. Welke voorstellen ter harmonisering van de wetgevingen van de EU-lidstaten hebt u in het kader van het Belgische voorzitterschap van de EU aan uw ambtgenoten gedaan? Als het asiel- en opvangbeleid niet beter wordt gecoördineerd op Europees niveau, dan vrees ik dat ons land de huidige crisis en verzadiging in de opvang van asielzoekers niet te boven zal komen.

**01.22 Nahima Lanjri (CD&V):** De regering Letermé wil een globale aanpak van asiel en migratie, waarbij niet alleen wordt gepleit voor regularisatie van een aantal categorieën van mensen, maar tegelijk ook wordt gewerkt aan een aantal flankerende maatregelen om een aanzuigeffect te vermijden, zoals een terugkeerbeleid voor uitgeprocedeerden en maatregelen tegen de misbruiken inzake gezinshereniging.

Wat het uitwijzingsbeleid betreft was er al een protocol tussen Fedasil en DVZ, maar door de val van de regering in april 2010 konden een aantal flankerende maatregelen, die al waren voorbereid en waarover er ook een akkoord bestond, niet meer worden getroffen. De huidige opvangcrisis hangt samen met het instroom- en uitstroombesleid. Er moet een humane opvang van asielzoekers zijn, maar misbruiken mogen niet worden getolereerd. Wij dringen erop aan uitgeprocedeerden uit de opvangstructuren te verwijderen en zo nieuwe plaatsen te creëren. Wij zijn blij dat niet werd beslist om opnieuw financiële steun te verlenen, want dat zou een ongekend aanzuigeffect hebben op nieuwe asielzoekers.

Wij willen de gemeenten niet verplichten tot het opnemen van bepaalde contingenten. De opvang is immers een verantwoordelijkheid van de federale overheid. Wij willen dat er oplossingen worden gevonden waardoor iedereen opvang krijgt en niemand nog met de code 207 in de grote steden terechtkomt. De grote steden klagen de situatie terecht aan. Zolang mensen in de procedure zitten is het federale niveau voor hen verantwoordelijk. Wanneer ze erkend of geregulariseerd zijn, dan zijn de Gemeenschappen en Gewesten bevoegd voor de integratie, de begeleiding naar werk en andere.

Hoe zit het nu met het protocol tussen DVZ en Fedasil om de uitstroom van uitgeprocedeerden te versnellen, waardoor plaatsen vrijkomen? Hoeveel procent van de mensen die nu in de federale opvangstructuren zitten kan doorstromen naar de LOI?

De duur van de procedures is inderdaad bepalend voor het aantal opvangplaatsen. De asielprocedure tot en met de beslissing van de raad voor vreemdelingenbetwistingen duurt nu helaas nog langer. Hoelang duurt ze gemiddeld? Hoe groot is de achterstand bij de asielinstanties? Welke maatregelen werden getroffen om de aanvragen tot medische regularisatie sneller af te handelen?

In welke zones en plaatsen komen er 2.000 plaatsen bij en wanneer zullen die er effectief zijn? Over welke site is al beslist? Waarom zijn de 490 woonunits, gepland voor juni 2010, er nog steeds niet?

Ik ben blij dat werd gekozen voor de uitbreiding van de capaciteit van de lokale opvanginitiatieven, maar veel aanmoedigingsmaatregelen daartoe zie ik niet. Ik stel daarom voor om de OCMW's extra te belonen. De VVSG is bereid om niet alleen de kosten van kost en inwoon terug te betalen, maar om ook extra middelen uit te trekken voor de begeleiding door maatschappelijke assistenten. Is de staatssecretaris van plan ter zake maatregelen uit te werken?

Sommige OCMW's hebben het ook moeilijk om huisvesting te vinden op hun grondgebied, maar willen wel een LOI oprichten in samenwerking met andere OCMW's. Hoe zal de staatssecretaris zo een initiatief ondersteunen? Soms moet een OCMW maanden wachten op de vereiste erkenning, terwijl het ondertussen al verplichtingen op zich heeft moeten nemen. Ik dring dan ook aan op een snelle afhandeling van dergelijke aanvragen.

Verder zou men de bestaande conventies met bijvoorbeeld Vluchtelingenwerk Vlaanderen kunnen uitbreiden. Vluchtelingenwerk Vlaanderen heeft al meer dan 800 plaatsen gerealiseerd. De financiering van die extra opvangplaatsen moet correct worden benaderd, aangezien die momenteel een pak lager uitvalt dan de financiering van de LOI's. Het zou lonen om samen te werken met de bestaande partners, maar in de regeringsbeslissing heb ik niets teruggevonden over de conventies.

De gezinshereniging is cruciaal in deze problematiek, zodat de bestaande criteria en de huisvesting niet mogen worden afgezwakt. De schijnhuwelijken en schijnsamenwonen, waarover al een akkoord was binnen de regering, moeten zo snel mogelijk worden aangepakt en ook worden bekeken in een internationale context. Er bestaat immers al een België-route en de misbruiken zullen alleen maar toenemen door de aankondigingspolitiek van onze buurlanden.

Vrij verkeer van werknemers en diensten is een recht, maar men moet misbruiken wel aanpakken. Ik verwijs onder andere naar de Spanjaarden die zich in Antwerpen komen vestigen en die zich, zonder ooit te hebben gewerkt, aandienen bij het OCMW. De misbruiken worden in de hand gewerkt door mensenhandelaars en mensen die met behulp van valse arbeidscontracten een verblijfsvergunning krijgen, waarna ze naar het OCMW kunnen. Dit soort misbruiken moeten en kunnen wij aanpakken, steeds binnen de Europese richtlijnen. Ik vraag de minister om dit verder te onderzoeken. Desnoods moet een nieuwe regering daartoe de wetgeving aanpassen en de DVZ toegang verlenen tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Anders wordt onze sociale zekerheid helemaal uitgehold, iets waarvan de echte asielzoekers het slachtoffer zullen zijn.

Als we zeggen dat wij het aanzuigefect willen vermijden en onze instroom moeten beheersen, dan hangt dat ook samen met de snel-Belgwet. Zo zijn er nog steeds mensen die Belg zijn geworden in het buitenland zonder ooit een voet in België te hebben gezet. Nochtans had minister De Clerck alles rond om een verstrengde snel-Belgwet door te voeren en ik hoop dat we dit alsnog zo snel mogelijk kunnen realiseren. Nogmaals, wij moeten de problemen dringend globaal bekijken en daarom roep ik alle partijen op om overal waar er een beslissingsbevoegdheid is in deze kwestie, aan te sporen tot verdere vooruitgang.

**01.23 Rachid Madrane (PS):** Als lid van de commissie voor de Binnenlandse Zaken, richt ik mij vooral tot de Staatssecretaris voor het Migratie- en asielbeleid.

Het opvangbeleid is nauw verweven met het migratie- en asielbeleid, dat voortvloeit uit de migratiestromen die we in ons land en in Europa kennen. Men stelt vast dat migratie wereldwijd een stijgende trend vertoont. Ik ben verrast dat mijn collega's die problematiek niet in een globale context plaatsen. Een wijziging in de wetgeving van een buurland heeft gevolgen bij ons. Migratie moet Europees op uniforme wijze aangepakt worden; dat gebeurt echter niet, wat tot ongezonde concurrentie onder de 27 lidstaten leidt. Sommige landen zetten de richtlijnen niet eens om (Spanje, Finland, Griekenland).

Wat heeft de regering sinds het begin van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie ondernomen om het programma van Stockholm, dat een gemeenschappelijke asielregeling tot stand wil brengen, ten uitvoer te leggen? Enkele weken geleden heeft er een conferentie van migratie- en asielministers

plaatsgevonden in aanwezigheid van vertegenwoordigers van de Europese Unie, het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen, en een aantal vertegenwoordigers uit het maatschappelijk middenveld. Welke beslissingen werden er genomen?

Voor de socialisten moet er een migratie- en asielbeleid worden geconsolideerd en doorgevoerd dat de solidariteit tussen de lidstaten en het partnerschap met derde landen waarborgt. Dat Europa zal een duidelijk, gemeenschappelijk en humaan statuut moeten bieden aan migranten. Het gaat om mensen van vlees en bloed en niet om dossiers of nummers!

Van 2007 tot 2009 is het aantal asielaanvragen in België met 55 procent gestegen. Uit de cijfers waarover ik beschik, blijkt dat het aantal te behandelen dossiers tussen januari en juni 2010 54 procent hoger lag dan tijdens dezelfde periode in 2009.

Het onderzoek van een dossier duurt in België vijftien tot zestien maanden, in Nederland gemiddeld 4,5 maanden en in Portugal gemiddeld zes maanden. Hoe vallen die lange termijn en onze achterstand in de behandeling van de dossiers (10.000 achterstallige dossiers bij het CGVS) te verklaren?

Het is geen wonder dat het Fedasil-netwerk verzadigd is. De asielcrisis is een opvangcrisis geworden. Ik wil er trouwens aan herinneren dat Fedasil niet bevoegd is voor de uitzettingen.

Welke acties zal u tijdens de komende maanden ondernemen, nu er een nieuwe toename van het aantal asielaanvragen wordt voorspeld? Zal u bijkomend personeel aanwerven voor de verschillende asielinstanties? Welke begrotingsmiddelen werden er uitgetrokken? De sfeer bij Fedasil is slecht. We rekenen op u, mijnheer de staatssecretaris voor Begroting, om de inspanningen op te voeren.

**01.24 Damien Thiéry (MR):** Het verbaast mij - het is de eerste keer dat ik deel uitmaak van deze commissie - dat iedereen de problemen van zijn of haar eigen gemeente naar voren brengt, zonder de zaken in een ruimere context te plaatsen.

Enorm veel zaken zouden opgelost kunnen worden door preventie. Mijnheer de minister, u heeft gesproken over preventie in Servië en Macedonië. U heeft personen ter plaatse gestuurd om te weerleggen dat iedereen in België opgevangen wordt en zich vrij kan bewegen op ons grondgebied.

Hoeveel personen werden er naar die landen gestuurd? Wie helpt ze ter plaatse? Op grond van welke behoeften werden die demarches gedaan? Hoe lang zal die missie duren? Zal er elders actie ondernomen worden, bijvoorbeeld in Kosovo?

Zou de mogelijkheid voor EU-onderdanen om in België asiel aan te vragen overigens niet moeten worden opgeheven? In België bestaat die mogelijkheid namelijk nog.

**01.25 Laurent Louis (PP):** Sinds september is het aantal asielaanvragen van Roma afkomstig uit Kosovo aanzienlijk toegenomen. Is er een verband met het Franse beleid om de illegale kampen op het Franse grondgebied te ontmantelen en de Roma uit te zetten?

Het is niet voor het eerst dat het aantal aanvragen van deze gemeenschap en van asielzoekers uit het grensgebied tussen Servië en Kosovo fors stijgt. Onze regering ging al ter plaatse om het probleem bij de bron aan te pakken. Wat is de stand van zaken? Welke resultaten werden er geboekt? Denkt u nog aan andere acties dan voorlichtingscampagnes in het land van oorsprong? Welke?

Ons land is niet in staat om die mensen op een humane en menswaardige manier op te vangen. Als je iets niet goed kan doen, kan je het beter laten. De politieke gezagdragers in ons land schijnen echter problemen te verkiezen boven oplossingen. Ze gedragen zich dus niet als een goede huisvader.

Wat zal ons land ondernemen om de levensomstandigheden van de Roma in Kosovo te verbeteren, waardoor ze weer een toekomst krijgen? De landen van oorsprong van de Roma zijn Europese lidstaten. Doet ons land stappen om deze te verplichten de integratie van die bevolkingsgroepen te verbeteren? Vaak zijn ze immers het slachtoffer van een soort apartheid of worden ze als tweederangsburgers aangemerkt.

Gezien de middelen (13 miljard euro) die de Europese Unie ter beschikking stelt van de lidstaten, kan men op die manier te werk gaan, zonder zijn kop nog in het zand te steken.

Hoe zal de Belgische Staat ten slotte reageren op de klacht die de Internationale Federatie voor de Rechten van de Mens bij het Comité voor de Economische en Sociale Rechten van de Raad van Europa heeft ingediend, waarbij de houding van ons land ten aanzien van de Roma en de woonwagenbewoners aan de kaak wordt gesteld?

**01.26** Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): Ik zal alle vragen overlopen.

(*Nederlands*) De andere, zogezegde versnelde procedure voor de dossiers uit veilige landen vergt een verandering van de wetgeving. We hebben nu evenwel een regering van lopende zaken.

In Frankrijk, een land met dergelijke procedures, bedraagt de erkenningsgraad voor die dossiers 34 procent. Het percentage in België, voor alle dossiers, bedraagt 25 procent. Misschien zorgt de regeling ervoor dat het aantal personen dat naar Frankrijk gaat vanuit die zogezegd veilige landen, daalt. Misschien is daarover discussie mogelijk, maar ik heb liever een prioritaire behandeling van dossiers. Dan blijven alle garanties op een individuele analyse van de dossiers behouden. Dit is een van onze internationale verplichtingen. Een prioritaire behandeling geeft signalen aan die landen van herkomst en ze is mogelijk in lopende zaken. Zo behandelen we nu prioritair het stijgend aantal dossiers uit Kosovo en Armenië.

Bij de Dienst Vreemdelingenzaken komen er voor de asioldossiers vijf bijkomende personeelsleden en voor de regularisatiedossiers vijf dokters en 25 personeelsleden. Voor het CGVS zijn er 36 bijkomende personeelsleden. Daar is de achterstand het grootst.

De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen krijgt tien bijkomende personeelsleden. De aanstelling van meer magistraten kan enkel met een wetswijziging. Met een regering van lopende zaken is dit onmogelijk. Het bijkomende personeel zal vooral de Franstalige magistraten helpen, omdat de achterstand daar het grootst is. Er zijn meer Franstalige dossiers omdat men Frans als taal voor de procedure kan kiezen.

We hebben een marge in de begroting van 2010 kunnen creëren voor de financiering. Het gaat immers maar om een deel van het jaar. Voor de begroting van 2011 gaat het om een bijkomend bedrag van 6 miljoen euro dat grotendeels ook kan worden gecompenseerd.

De Raad van State heeft een KB betreffende de huisvesting geannuleerd. Ik moest een KB nemen dat in overeenstemming was met de opmerkingen van de Raad van State. Zoniet was er opnieuw geen huisvestingscontrole meer mogelijk.

Volgens de Raad van State mogen we huisvesting van vreemdelingen niet verder controleren dan de bepalingen van de wet zelf. Het KB daarover werd na dat arrest vernietigd. Wij hebben het dus moeten herschrijven.

Op de vragen van mevrouw Timmermans kan ik antwoorden dat de aanwervingsprocedures lopen en dat er ook al mensen zijn aangenomen. Ik kan haar ook verzekeren dat gedwongen repatriëringen nog steeds gebeuren.

(*Frans*) Mevrouw Galant, wij werden geconfronteerd met een groter aantal aanvragen van Kosovaren. We hebben de overnameovereenkomst met Kosovo, die de repatriëringen vereenvoudigt, in werking gesteld; we hebben onze asielinstanties gevraagd de dossiers van Kosovaarse asielzoekers prioritair te behandelen en we zullen nog meer preventiecampagnes in Kosovo op touw zetten. Het aanvullende personeel voor de preventieprocedures zal zich ook met Kosovo bezighouden. We moeten echter niet al te grote ambities koesteren op het stuk van migratiestromen: de regering zal ze nooit allemaal kunnen beheersen.

(Nederlands) De heer De Man heeft de oplossing voor alles. Het is onredelijk de illusie te wekken dat België de migratieflux van de wereld kan beheersen!

(Frans) De heer Mayeur heeft vragen gesteld over de intra-Europese stromen. In 2009 werden er 368 beslissingen genomen op grond van een snelle voorrangprocedure (vijf dagen), en het vernietigingsberoep bij de Raad van State is niet opschortend. De gevolgen qua opvang zijn zeer uiteenlopend voor de diverse Europese staatsburgers. Alleen Roemenen en Bulgaren hebben recht op opvang, en dat tot 2011.

Wat het adres als dusdanig betreft, moet men zich afvragen welke gevolgen dat heeft op het vlak van asiel en opvang. Indien er een procedure wordt opgestart, is het maar normaal dat de betrokkenen een adres hebben.

(Nederlands) Ik ga niet akkoord met de heer Somers dat de uitstroom de prioriteit is. Wij kunnen enkel mensen uitwijzen als wij een akkoord hebben met het land van herkomst. De instroom is even belangrijk. Hoe minder instroom, hoe beter.

In 2007, 2008 en deels 2009 daalden de cijfers van de uitstroom, maar in 2010 stijgt het cijfer weer met een gemiddelde van 9.100 verwijderingen. Sinds de nieuwe asielpprocedure in 2006 is het aantal erkenningen als vluchteling van minder dan 10 procent in 2000 gestegen tot meer dan 25 procent. Als het aantal erkenningen stijgt, daalt uiteraard ook het aantal uitwijzingen. Ik weet niet hoe het komt dat er in 2007, 2008 en 2009 minder uitwijzingen waren, maar mijn schuld is het evenwel niet.

Het *memorandum of understanding* tussen de DVZ en Fedasil is ondertekend. Dat is al iets.

De uitwijzingsbevelen direct door de DVZ laten versturen en niet via de gemeenten, zal iets, maar niet alles oplossen. Ik ben bereid na te denken over andere efficiënte manieren om de bevelen te bezorgen. Onze oplossing is niet dé oplossing, maar is wel direct toepasbaar.

De woonstcontrole is een bevoegdheid van de gemeente. Een dossier met een negatief resultaat van de woonstcontrole wordt niet doorgestuurd naar de DVZ. De DVZ heeft niets te zeggen over de woonstcontrole. Ik wil hierover wel een discussie aangaan, maar ik zie niet in wat de DVZ kan doen.

(Frans) Mevrouw Genot antwoord ik dat het individuele onderzoek van de dossiers absoluut noodzakelijk blijft. De prioritaire behandeling van bepaalde dossiers biedt de mogelijkheid een signaal af te geven in de landen van herkomst. Er wordt ook in zo een behandeling voorzien voor personen die uit de Europese Unie komen, met een niet opschortend beroep bij de Raad voor betwistingen. Voor het overige blijven we in de logica van de internationale normen ter zake.

(Nederlands) De heer De Man verwees naar 6.500 verwijderingen voor het jaar 2009. Het gaat echter om zowat 8.000 dossiers.

Voor de preventiecampagne werd er voor 2009 in vijf personen voorzien. Binnen het kader van de campagne zullen twee bijkomende personen naar het buitenland worden gestuurd. In 2009 hebben er 39 missies plaatsgevonden, in 2010 tot nu toe 33 missies. Met het bijkomend personeel zou het aantal missies nog kunnen worden verhoogd.

(Frans) Ik richt me nu tot de heer Thiéry: die missies worden in overleg met het departement Buitenlandse Zaken georganiseerd, om de netwerken zo goed mogelijk te kunnen aanpakken. Zo vaak als mogelijk wordt geopteerd voor Europees overleg en voor een gezamenlijke organisatie, behalve als de problemen specifiek zijn voor ons land.

Aan de heer Madrane en mevrouw Fonck kan ik zeggen dat het noodzakelijk is om de procedures op het Europese niveau te uniformeren. De prioriteiten van ons land op dit vlak zijn de volgende: de harmonisatie van de wetgeving op Europees vlak, de toepassing van Eurodac, de gegevensuitwisseling tussen de

verschillende instanties en het bijschaven van de teksten met betrekking tot de procedures en de opvang.

Er wordt ook vooruitgang geboekt op het vlak van de praktische samenwerking en wat de oprichting van het ondersteuningsbureau voor asielzaken in Malta betreft. Er moeten in de hele Unie betere beschermingsnormen komen om de ongelijkheden op dat vlak weg te werken.

*(Nederlands)* Het protocol werd twee tot drie weken geleden getekend en wordt nu uitgevoerd.

Ik geef de cijfers in verband met de achterstand. DVZ: 1.526, CGVS: 10.226, RVV: 4.045. Daarin zitten ook de dossiers die behandeld zijn. Bij CGVS duurt een procedure gemiddeld zes maanden, bij DVZ ongeveer een maand en bij RVV gemiddeld zes maanden.

*(Frans)* Mijnheer Madrane, u hebt het over procedures die achttien maanden duren. Als ik de cijfers van de drie asielinstanties optel, kom ik uit bij een procedure van gemiddeld dertien maanden! Vandaag bestaat het doel erin om die achterstand te verminderen teneinde de procedures zoveel mogelijk te verlichten.

*(Nederlands)* De vragen van mevrouw Lanjri over de huisvesting heb ik reeds beantwoord.

*(Frans)* Mijnheer Thiéry, het exacte aantal dossiers van Europese asielzoekers in 2009 is 368. De procedure neemt gemiddeld vijf dagen in beslag.

Wat Kosovo betreft, zijn dit de elementen van mijn antwoord aan de heer Louis: overname, preventiecampagne en prioritaire behandeling van de dossiers.

*(Nederlands)* Hiermee heb ik op alle vragen binnen mijn bevoegdheden geantwoord.

**01.27** Staatssecretaris **Philippe Courard** *(Nederlands)*: We beperken ons niet tot de eerste aanvraag, omdat mensen de mogelijkheid moeten krijgen om hun dossier te vervolledigen, want het samenstellen van een dossier is niet altijd eenvoudig.

Er zijn nog voldoende middelen om bijkomende plaatsen in de LOI's in te richten, zelfs dit jaar nog. Nog ongeveer 120 gemeenten hebben geen LOI. De prijs verschilt naargelang van de partner. Bij het Rode Kruis is het 38 euro en bij Vluchtelingenwerk 33 euro.

Wat het OCMW betreft is er een conventie voor twee jaar. Het is de bedoeling dat er voldoende middelen in het budget van 2011 beschikbaar zijn.

In de woonmodules moeten 620 opvangplaatsen gecreëerd worden. Er is een achterstand bij de aankoop van die prefabmodules. In de oorspronkelijke timing van de Regie der Gebouwen was juli 2010 vooropgesteld, maar ze zullen pas begin 2011 klaar zijn. De reeds verkregen vergunningen zijn die voor Sugny, Bevingen in Sint-Truiden en Bovigny. Vanaf eind december start de uitvoering. Voor de geweigerde vergunningen kan de Regie een oproep indienen in afwachting van de vergunningen. Het gaat om Jodoigne, Kapellen, Broechem en Arendonk.

Ik zal mevrouw Becq een schriftelijk antwoord bezorgen over de medische begeleiding van asielzoekers met besmettelijke ziektes.

*(Frans)* Ik kom nu tot de vragen van mevrouw Galant.

De bijkomende 20 miljoen euro zal hoofdzakelijk aangewend worden voor het creëren van nieuwe opvangplaatsen, de uitbreiding van de opvangcapaciteit van de bestaande centra, de aanwerving van personeel bij Fedasil, de betaling van dwangsommen.

Door asielzoekers in hotels onder te brengen, kunnen we dwangsommen vermijden. Het systeem van de dwangsommen is natuurlijk het duurst, want dan schommelen de kosten rond de 500 euro per persoon. Opvang in hotels kost ongeveer 30 euro voor de kamer en 6 euro voor de maaltijden. De kosten voor

adequate opvang bedragen per dag tussen 32,26 euro voor opvang via partners als CIRE en 43 euro in de federale opvangcentra.

Het idee van paviljoendorpen zou grosso modo 14 miljoen euro voor 1.000 personen kosten.

De regering heeft beslist om voor de financiële incentives in het kader van de lokale opvanginitiatieven een overeenkomst met de OCMW's te sluiten voor ten minste twee jaar op vrijwillige basis voor de nieuwe LOI.

Die garantie van twee jaar is natuurlijk bedoeld om de OCMW's gerust te stellen. De meeste OCMW's die een LOI oprichten, hebben ingezien dat het rendabel is.

Een andere concrete stimulans is verlenging van de opzeggingstermijn voor die overeenkomst, namelijk drie maanden in plaats van één maand.

Dat stemt overeen met de gebruikelijke praktijken op de huisvestingsmarkt. Ook wat dat betreft, moeten de OCMW's bijkomende garanties krijgen.

De beslissingen met betrekking tot de LOI's worden in overleg met de federaties van OCMW's en de Vereniging van Steden en Gemeenten genomen. Ik denk dat ze tamelijk goed worden aanvaard.

Wat de begroting betreft, gaat het over ongeveer 35 of 40 euro per dag voor een NBMV. Voor de OCMW's zijn er geen kosten, aangezien die door de federale overheid worden gedragen.

Fedasil heeft niet alleen opvangplaatsen gecreëerd, maar ook een zeer strikte controle van het recht op opvang ingevoerd. We moeten komaf maken met de mythe dat er personen in die centra zouden verblijven zonder dat ze daartoe het recht hebben. Teneinde de uitstroom uit de centra te vergemakkelijken en de onvermijdelijke vertraging ten dele weg te werken, hebben we de instanties bevoegd voor asiel en verblijf verzocht om de uitreiking van het bevel om het grondgebied te verlaten, vlotter te laten verlopen.

Wat de doeltreffendheid van het beleid inzake negatieve beslissingen betreft, werden er dit jaar al 3.000 gevallen van vrijwillige terugkeer geregistreerd, tegenover 2.600 vorig jaar. Mijns inziens is dat wellicht de beste oplossing. We moeten dus inspanningen blijven leveren teneinde de betrokkenen ertoe aan te moedigen vrijwillig naar hun thuisland terug te keren.

Het voorstel van de heer Mayeur tot wijziging van de wet van 1965 is een goed voorstel. Maar in deze periode van lopende zaken is een en ander uiteraard niet makkelijk.

Wat het spreidingsplan betreft, is het juridisch mogelijk. Zonder een politieke consensus kunnen we het echter niet toepassen.

*(Nederlands)* Ik heb niet de indruk dat de regering financiële steun stimuleert. Integendeel zelfs, er komen plaatsen voor materiële opvang bij en de OCMW's worden gestimuleerd om LOI's op te starten.

*(Frans)* Mevrouw Genot, de aanwervingsprocedure voor de leidinggevende ambtenaren is aan de gang. Wij proberen de dialoog op gang te brengen, maar het beheer van die crisis is niet zo eenvoudig. Met de Inspectie van Financiën loopt het niet altijd van een leien dakje, maar van staatssecretaris Wathélet krijgen wij veel hulp.

Vorig jaar hebben wij dankzij de eerste minister de kazerne van Poelkapelle ter beschikking kunnen stellen. Wij hebben nieuwe aanvragen om kazernes te mogen gebruiken geformuleerd en wij hebben onze aanvragen uitgebreid tot militaire sites. Een en ander gebeurt in samenwerking met het Rode Kruis en la Croix-Rouge, aangezien die sites aan bepaalde criteria moeten voldoen en die instanties daarover moeten beslissen. Ik hoop dat er snel voorstellen zullen worden gedaan en spreek er in elk geval regelmatig de bevoegde ministers in het kernkabinet en de regering over aan.

Mevrouw Fonck heeft het gehad over de NBMV. Hoewel er inderdaad overleg wordt gepleegd met de Gemeenschappen, boeken wij momenteel niet veel vooruitgang aangezien wij in lopende zaken zijn.

(Nederlands) Er is nog geen beslissing genomen over de plaatsen bij Defensie. De kostprijs, de timing en de voorbereidingswerken worden nog onderzocht.

De maatregelen over de LOI's werden besproken met de OCMW's. De vergoeding is ruim genoeg om ook voor omkadering te zorgen. In overleg met alle betrokkenen worden alle mogelijkheden onderzocht. Alle partners moeten een inspanning leveren. Een en ander hangt ook af van de capaciteit van de organisatie.

De **voorzitter**: Aangezien de staatssecretarissen slechts tot 14.00 uur hier zijn en deze zaal moet worden vrijgemaakt, stel ik voor dat wij onze werkzaamheden op zo kort mogelijke termijn voortzetten in een volgende vergadering.

**01.28 Bart Somers** (Open Vld): We kunnen toch niet midden in een zo belangrijke gedachtewisseling de vergadering stopzetten? In afwachting van een nieuwe regering moet het Parlement toch proberen om zijn taak ernstig uit te voeren! Het kan toch niet dat het democratische proces stilvalt vanwege praktische omstandigheden?

**01.29 Sarah Smeyers** (N-VA): Ik deel de mening van de heer Somers. We zijn allemaal voorstander van behoorlijk parlementair werk.

De **voorzitter**: Er is niet alleen het materiële probleem van een vergaderzaal, er is ook de agenda van de staatssecretarissen. Ik stel daarom voor dat wij zo snel mogelijk een volgende vergadering organiseren.

*Het incident is gesloten.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.44 uur.*